

SEANCE PLENIERE

du

JEUDI 08 FEVRIER 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 08 FEBRUARI 2007

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 04 par M. Herman De Croo, président.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront publiées sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Raisons de santé : Daniel Ducarme, Bruno Van Grootenbrulle, Philippe Collard, Yvette Mues, Annick Saudoyer et Guido Tastenhoye

Raisons familiales : Yvon Harmegnies

En mission : Stef Goris

À l'étranger : Geert Versnick

Gouvernement fédéral

Freya Van den Bossche, vice-première ministre et ministre de du Budget et de la Protection de la consommation : raisons de santé

André Flahaut, ministre de la Défense : OTAN (Séville)

Rudy Demotte, ministre des Affaires sociales et d la Santé publique : en mission à l'étranger

01 Agenda

Le **président** : La Conférence des présidents a décidé, hier, de reprendre les activités parlementaires la deuxième semaine des vacances de Pâques.

01.01 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Il est absolument scandaleux qu'aucun ministre ne soit présent pour le moment. Quelle en est la raison ?

Le **président** : Il a été demandé de débiter la séance à 14 heures car il y a beaucoup à faire. J'en ai informé les membres du gouvernement. Le premier ministre, Mme Onkelinx et M. Dewael arriveront un peu plus tard. M. De Gucht ne pouvait pas non plus être présent des maintenant.

01.02 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Nous devons écourter nos vacances de Pâques à la demande du gouvernement mais il est lui-même absent au début de la séance plénière. Si la situation se reproduit encore, s'il dépose ses projets de loi en retard et s'il ne répond pas aux questions écrites – il accuse actuellement un retard de 1.200 questions – mon groupe ne sera plus présent après les vacances de Pâques !

Le **président** : Je comprends votre réaction. Le gouvernement aurait dû être présent à cet instant.

01.03 Pieter De Crem (CD&V) : Mme Onkelinx souhaite la fermeture des entreprises condamnées à plusieurs reprises pour des faits déterminés. Ne conviendrait-il pas d'appliquer également ce principe au gouvernement ? (*Sourires*)

Étant donné que le gouvernement est absent, je propose de suspendre la séance et de réclamer sa

présence.

Cette absence est en totale contradiction avec la demande de travailler une semaine supplémentaire en avril. En outre, si la majorité n'est pas en nombre lors des réunions de commission, comme ce fut le cas à plusieurs reprises cette semaine, j'utiliserai le Règlement pour bloquer les travaux.

Le **président** : La majorité doit veiller à être en nombre. J'envoie déjà, depuis deux semaines, une liste de présence des membres à chaque chef de groupe.

Aucun ministre n'étant encore présent, je suspends la séance.

La séance est suspendue à 14 h 08.

Elle est reprise à 14 h 16.

Questions

02 Questions jointes de

- M. Jean-Claude Maene au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la mort d'un pompier, la réforme des services de secours et le statut du pompier volontaire" (n° P1773)
- M. François Bellot au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la mort d'un pompier, la réforme des services de secours et le statut du pompier volontaire" (n° P1774)
- Mme Brigitte Wiaux au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la mort d'un pompier, la réforme des services de secours et le statut du pompier volontaire" (n° P1775)

02.01 Jean-Claude Maene (PS) : Un jeune homme de vingt-huit ans est décédé hier lors d'une mission dans laquelle il intervenait en tant que pompier volontaire. C'était un pompier remarquablement formé, qui avait déjà exercé à Paris et à Bruxelles.

Sachant que ces personnes prennent des risques pour nous tous les jours, que fait le politique pour assurer la sécurité de nos citoyens et répondre à l'ensemble des besoins de sécurité ?

Le centre de connaissance dont nous avons voté la création récemment analyse-t-il cet événement de Rochefort pour que l'on puisse tenir compte de ces enseignements dans la réforme prévue ?

Cette réforme se prépare depuis trois ans, ce qui est suffisant. Il semble qu'un consensus se dégage quant à sa concrétisation. La question des alternatives au financement subsiste, notamment au niveau des compagnies d'assurance, car il faudra bien trouver les moyens sans attendre.

Le centre de formation de Florival, par exemple, n'est pas parfaitement utilisé. Nous préconisons la présence de professionnels dans tous les services. Les synergies et le statut pourraient également être améliorés avant la mise en œuvre totale de la réforme.

02.02 François Bellot (MR) : De nombreuses marques de sympathie ont été exprimées hier pour ce jeune homme qui avait été sapeur pompier professionnel à Paris et à Bruxelles, puis volontaire à Rochefort. C'est lors d'un *flash-over*, phénomène surnois connu des pompiers, que le jeune homme a trouvé la mort.

Contrairement à la formation théorique, la formation pratique que reçoivent les pompiers est insuffisante. Le ministre a-t-il l'intention de financer l'installation de dispositifs permettant de s'entraîner, notamment dans une situation de *flash-over*. De tels équipements coûtent de 150.000 à 200.000 euros. Nous estimons qu'il en faudrait un par centre de formation. Les statistiques des corps de pompiers de Rochefort et voisins dénombrent en moyenne deux *flash-over* par an.

Le risque de *flash-over* est accru par le choix de polymères dans la construction, et singulièrement de grands bâtiments à faux plafonds, constituant des pièges à fumée.

Pour couvrir les risques en prévoyant des indemnités et des rentes en cas d'accident, les corps de pompiers peuvent s'assurer eux-mêmes. Mais ne faudrait-il pas, dans le cadre de la réforme, imposer des normes minimales pour harmoniser les couvertures ?

Il faudrait, enfin, évaluer les risques sur les bâtiments industriels et examiner la clarté des normes pour les agents en prévention.

02.03 Brigitte Wiaux (cdH) : Les pompiers interviennent à tout moment et en toutes circonstances. Nos pensées vont aujourd'hui aux proches du jeune pompier décédé.

Dans la réforme, qui est annoncée depuis trois ans, le statut des pompiers serait réglé par voie d'arrêtés et non via un projet de loi. La qualification de « métier à risque », que la profession revendique depuis de nombreuses années, sera-t-elle réglée dans le projet de réforme des services d'incendie ? Par quelles initiatives améliorerez-vous la formation pratique des pompiers ? Que ferez-vous pour améliorer le soutien psychologique aux pompiers, qui semble être insuffisant ?

02.04 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Je rends hommage à Éric Perot qui a trouvé la mort dans l'exercice de ses fonctions hier à Rochefort. J'ai présenté mes sincères condoléances à sa femme et à ses deux enfants et j'ai signé l'arrêté royal pour le décorer à titre posthume.

Le risque est inhérent à la fonction de secouriste. Les responsables politiques doivent prévoir le cadre qui réduise au maximum ces risques.

L'organisation des services d'incendie relève de la compétence des villes et des communes.

Les services d'incendie ont besoin d'une réforme comparable à celle des services de police, créant des zones pluri-communales pour assurer une meilleure organisation des moyens, du personnel et des formations.

Demain, le Conseil des ministres devrait normalement approuver le projet, déjà approuvé en décembre 2006, mais adapté en fonction des remarques du Conseil d'État.

Cela a pris du temps, car j'ai voulu créer une base scientifique via la Commission Paulus. Il fallait aussi tenir compte des remarques du Conseil d'État et, enfin, du retard créé par les villes et les communes. Je ne comprends d'ailleurs pas ces dernières car il n'y aura pas d'augmentation du coût global pour elles !

Depuis le début de cette législature, le gouvernement a augmenté les crédits des services d'incendie. Rien que pour la formation, ils sont passés d'environ un million d'euros en 2003 à 2,1 en 2007.

Pour les formations pratiques, notamment pour le *flash-over*, 890.000 euros ont été libérés.

Je souhaite que ce projet de loi, qui devrait être approuvé demain par le Conseil des ministres, soit traité le plus rapidement possible, et en tout cas avant la fin de cette législature. La réforme sera alors irréversible.

En ce qui concerne le statut, les organisations syndicales veulent des améliorations : que le métier soit reconnu comme profession à risques et que l'âge de la pension soit abaissé. Cela relève de la compétence des ministres de l'Emploi et des Pensions. Mais il y a un groupe de travail, sous ma présidence, composé de représentants des cabinets de la Fonction publique, des Affaires sociales, des Pensions, de l'Emploi et des vices-premiers ministres.

Par ailleurs, les formations *flash-over* ne sont pas organisées qu'à l'étranger. Des écoles d'incendie provinciales (Flandre occidentale, Flandre orientale, Anvers, Limbourg, Brabant flamand et Bruxelles) les appliquent déjà. Mais toutes les communes n'utilisent pas ces facilités. Lorsque la réforme sera votée, ces

formations seront généralisées.

02.05 Jean-Claude Maene (PS) : Le groupe PS est prêt à travailler vite et bien dans ce dossier. D'autant que toutes les précautions ont été prises dans ce texte qui a pris du temps au niveau de l'Union des villes et communes. Mais vous avez été rassurant : les communes ne devront pas supporter de charges supplémentaires.

Je rappelle aussi que vous avez, à votre disposition, le centre de formation fédéral de Florival et le Centre de connaissance qui devrait servir à l'expertise. Vous disposez d'un outil, il ne reste qu'à le faire fonctionner !

02.06 François Bellot (MR) : Je demande à la commission de l'Intérieur de débattre rapidement du texte, sans cependant le bâcler.

D'après le ministre, il y a des infrastructures pour l'entraînement au *flash-over* dans tous les centres de formation en Flandre. Pourquoi ces infrastructures font-elles défaut en Wallonie ?

Enfin, je rends hommage à la solidarité des corps de pompiers lors de ce drame. C'est un métier à risque, au service de tous. Nous pouvons tous les en remercier.

02.07 Brigitte Wiaux (cdH) : Il s'agit évidemment d'un métier à risque. Je note que le projet de réforme va bientôt arriver en commission. Vous dites qu'il n'aura pas d'impact budgétaire sur les communes. Je demande à voir.

Vous dites aussi vouloir répondre aux revendications des pompiers sur leur statut et leur formation. Nous resterons vigilants à ce sujet.

L'incident est clos.

03 Question de M. Gerolf Annemans au ministre des Affaires étrangères sur "le voyage du Roi au Congo" (n° P1776)

03.01 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Un échange de vues a déjà eu lieu à ce sujet au sein du Parlement mais je veux encore interroger le ministre formellement et publiquement sur cette problématique. En effet, la plus grande confusion règne aujourd'hui en ce qui concerne la visite royale au Congo.

Dans son commentaire relatif aux dernières élections congolaises, M. De Gucht lui-même a fait état de toutes sortes de problèmes : des candidats à la présidence qui sont emprisonnés et doivent comparaître devant des tribunaux militaires, la célébration de la démocratie qui fait nonante tués et un gouvernement 'à la belge' qui compte soixante ministres. M. De Gucht semble néanmoins en conclure que la visite royale doit être maintenue malgré tout.

M. De Gucht est sans doute éperonné par son prédécesseur M. Louis Michel qui a déjà été plus ou moins rappelé à l'ordre dans l'intervalle par la Commission européenne. Dans le quotidien *De Standaard*, Mme Doornaert a formulé un commentaire acerbe sur les réactions émotionnelles de notre commissaire européen qui a déclaré que «le Congo est une démocratie et que les socialistes flamands qui continuent à critiquer la visite royale sont arrogants et néocolonialistes.» L'Autriche était assurément une démocratie solide en 2000 mais Mme Doornaert estime qu'il est à tout le moins téméraire d'affirmer qu'il en va de même aujourd'hui pour le Congo.

Les propos tenus dans *Knack* par M. Van der Maelen, chef du groupe politique sp.a à la Chambre, à propos de la désignation de Pierre Chevalier comme envoyé spécial, sont très violents. D'après lui, nous n'avancerons guère à présent qu'un administrateur de l'une des plus grandes entreprises minières de la région a été désigné comme représentant pour défendre à New York la révision des contrats miniers.

Le ministre comprend-il les critiques de M. Van der Maelen ? S'est-il déjà entretenu avec M. Louis Michel à propos de cette diatribe émotionnelle ? Le Roi se rendra-t-il ou non au Congo ?

03.02 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : Je n'ai pas encore eu d'entretien avec M. Michel. Il n'est

pas membre du gouvernement belge et son point de vue n'est donc pas déterminant en ce qui concerne la définition de la position du gouvernement belge. Il incombe à la Commission européenne de juger de ses commentaires, comme je l'ai d'ailleurs déjà dit en commission des Relations extérieures, en présence de M. Van den Eynde.

03.03 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Il n'y a pas de compte rendu de cette réunion.

03.04 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : Tout ce qui a été dit lors de cette réunion était *on the record* puisque deux rapporteurs ont été désignés à la fin. M. Annemans aurait pu être présent, naturellement.

Je m'étonne, entre autres, des commentaires de M. Van der Maelen à propos de la désignation de M. Chevalier. Chacun, tant en Belgique qu'à l'étranger, a dit qu'il fut un excellent envoyé spécial de l'OSCE, l'an dernier. J'étends ce mandat au Conseil de sécurité parce qu'il m'est impossible de m'occuper personnellement de certains dossiers, comme celui de notre responsabilité en ce qui concerne l'Éthiopie et l'Érythrée. On en conclut à un prétendu changement de notre politique au Congo et de notre politique relative aux richesses naturelles de ce pays. Je tiens à rappeler que j'ai obtenu précédemment un accord unanime, et en dépit de la législation, pour que l'usine de munitions de M. Forrest en Tanzanie ne soit pas construite.

Si d'aucuns ont des reproches à formuler concernant l'attitude de M. Chevalier en sa qualité d'envoyé spécial, qu'ils m'interpellent à ce sujet *on the record*.

Je ne ferai plus aucune déclaration concernant la visite royale. Si M. Annemans ignore encore ma position à ce sujet, c'est qu'il est vraiment mal informé. Eu égard à l'absence d'invitation officielle à ce jour, le gouvernement n'entend pas davantage réagir officiellement. Je déplore que la discussion ait été entamée en raison des indiscretions d'une personne mais je n'y suis pour rien.

03.05 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Un échange de vues diffère d'une question posée en commission, et qui fait immédiatement l'objet d'un rapport. Le Président n'a en tout cas pas déclaré ma question irrecevable.

Cette réponse ne m'a pas appris grand-chose. En ce qui concerne M. Chevalier, ce n'est pas le Vlaams Belang mais M. Van der Maelen – jusqu'à nouvel ordre, tout de même partenaire du VLD au sein de la coalition – qui a émis des objections concernant cette désignation. Le ministre De Gucht doit se réjouir que, pour une fois, les critiques n'émanent pas de son propre parti. Par ailleurs, je suis tout de même en droit de m'interroger face à une telle déroute au sein du gouvernement ? Le ministre peut bien sûr incriminer l'auteur de la fuite à propos du voyage royal mais il ne pourra me reprocher de poser de nouvelles questions si cette invitation devient effective.

Le **président** : Il est loisible à chacun de poser des questions au sein de cette Chambre.

L'incident est clos.

04 Question de M. Hendrik Daems au ministre des Affaires étrangères sur "la position de la Belgique au sein du Conseil de sécurité à propos de l'Iran" (n° P1777)

04.01 Hendrik Daems (VLD) : Il ressort d'un certain nombre de conversations menées à Washington par des membres de la commission des Affaires étrangères de la Chambre qu'il est fort probable que les États-Unis disposent à tout le moins d'un plan de contingence pour une intervention en Iran. Le président de l'un des nombreux et influents groupes de réflexion de Washington affirme même que les États-Unis mèneront des actions militaires sur le territoire iranien avant la fin du mois d'avril. Lorsque nous posons des questions à ce sujet, on nous répond invariablement et de manière ambiguë que les États-Unis n'envisagent aucune attaque mais que l'on ne peut jamais dire jamais.

Les États-Unis ont dans l'intervalle dépêché un deuxième porte-avions dans le Golfe persique et l'amiral William Fallon déclare qu'il n'est pas opposé à une nouvelle *coalition of the willing* contre l'Iran. Par ailleurs, le président Bush affirme se sentir investi d'une mission et vouloir mettre définitivement un terme à l'important soutien iranien au terrorisme en Irak.

Bref, il ne faut pas sous-estimer le risque d'une attaque américaine contre l'Iran. (*M. De Crem fait signe à l'orateur de clôturer*)

M. De Crem, tout ceci nous concerne aussi. Et si demain un fou devait commettre chez nous un attentat suicide en raison du bombardement de l'Iran par les États-Unis ? Dans notre monde "globalisé", un événement se produisant à 3.000 km d'ici peut bel et bien avoir des conséquences chez nous.

La Belgique siège cette année ainsi que l'année prochaine au Conseil de sécurité des Nations unies. Notre pays est unanimement respecté pour ses qualités diplomatiques. Nous présidons en outre le comité de sanction contre l'Iran. L'on s'attend donc à ce que la Belgique prenne l'une ou l'autre initiative. Quelles initiatives le ministre prendra-t-il au sein du Conseil de sécurité pour écarter le risque d'une attaque contre l'Iran ? Le ministre n'estime-t-il pas qu'attaquer l'Iran serait un acte complètement insensé ?

04.02 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : En sa qualité de présidente du comité de sanction, la Belgique a effectivement une responsabilité particulière dans ce dossier. L'objectif des sanctions est d'inciter à nouveau l'Iran à prendre place à la table des négociations. Les États-Unis demandent à l'Union européenne de soumettre également les flux financiers à de lourdes sanctions. Cette demande est actuellement à l'examen. Le Conseil Affaires générales de l'Union européenne a en tout cas déjà pris plusieurs mesures radicales.

Les sanctions s'imposent pour faire comprendre à l'Iran que les résolutions du Conseil de sécurité ne peuvent être ignorées sans conséquences. En augmentant la pression sur l'Iran, nous espérons que les dirigeants de ce pays se rendront compte qu'il faut trouver une solution. Le représentant de l'Union européenne, M. Javier Solana, et les États-Unis ont formulé de bonnes propositions. La suspension de l'enrichissement d'uranium constitue l'une des possibilités pour démarrer de nouvelles négociations.

À mon estime, une solution diplomatique est toujours possible.

Il est exact que des menaces de guerre sont lancées ça et là. Certaines cellules de réflexion ont bien entendu tout intérêt à amplifier l'importance de ces menaces. Notre attitude est en tout état de cause claire : une action militaire contre l'Iran n'est pas de mise ; il faut négocier. Nous nous efforcerons d'y contribuer par une intervention aussi objective que possible auprès du comité de sanction.

04.03 Hendrik Daems (VLD) : Le risque que les États-Unis attaquent l'Iran ne doit pas être sous-estimée. Il est en effet possible que les États-Unis souhaitent résoudre la guerre en Irak en attaquant l'Iran, qu'ils considèrent comme l'une des causes du conflit.

Je dépose une résolution pour soutenir les initiatives belges en la matière.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **M. Melchior Wathelet** au premier ministre sur "le plan Kyoto-Plus" (n° P1766)
- **Mme Muriel Gerkens** au premier ministre sur "le plan Kyoto-Plus" (n° P1767)

05.01 Melchior Wathelet (cdH) : Il est loin d'être évident que les objectifs du premier plan Kyoto seront atteints. Vous avez cependant lancé la proposition du plan Kyoto Plus. Vous avez notamment envisagé de demander aux ménages de modifier drastiquement leurs comportements. Vous avez parlé d'imposer l'émission de CO₂ plutôt que la production.

Quelles propositions allez-vous faire ? Qu'en est-il du transport, du nucléaire, des relations avec les Régions et avec l'Europe ?

J'espère que cette initiative ne se révélera pas être un faux bon argument environnemental comme dans le cas de la taxe sur les emballages.

05.02 Muriel Gerkens (ECOLO) : Vous avez, apparemment, eu besoin de voir le film d'Al Gore pour réaliser

qu'il était indispensable de faire quelque chose. Mais la réponse au réchauffement climatique nécessite une autre réaction que de baratiner des promesses ! Vous annoncez un plan Kyoto Plus ambitieux. Je me réjouissais d'entendre enfin quelles mesures concrètes vous comptez prendre.

Mais, lorsqu'on interroge M. Tobback, qui est responsable de la mise en œuvre de ce dossier, celui-ci répond que vous n'avez pas abordé ce sujet au dernier Conseil des ministres et qu'il ne connaît pas le contenu de votre plan. Au-delà des déclarations d'intention, que comptez-vous faire pour rattraper quatre ans d'inertie ?

05.03 **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en français*) : Comment pouvez-vous parler de quatre ans d'inertie, alors qu'un plan a été approuvé par le gouvernement et qu'une concertation a été organisée avec les Régions pour décider qui va faire quoi !

Le plan déposé par le gouvernement revient à diminuer de 7,5 % les émissions de CO₂. Sur ce point, nous avons atteint un accord avec les trois Régions.

La Commission européenne exige que nous spécifiions les mesures à prendre pour réduire de 4,8 millions de tonnes les émissions de CO₂. Les Régions préparent des mesures additionnelles en réponse. Je reviendrai sur ce sujet au comité de concertation de début mars pour être bien sûr que la réponse de la Belgique est au point.

Ce que j'ai dit c'est que, à l'avenir, il faudra parler de Kyoto Plus car il faut, d'ores et déjà, prévoir le suivi de Kyoto. M. Tobback n'a nullement parlé d'hésitations mais il a dit que cette tâche incombera au gouvernement suivant. Mais il est nécessaire d'y songer aujourd'hui. Car il sera nécessaire de changer les comportements des citoyens, des ménages, de la société, et d'organiser une taxation sur les émissions CO₂. Je constate que les Régions commencent à réfléchir là-dessus. C'est la bonne voie. Il s'agit de cela quand je parle de Kyoto Plus : les mesures actuelles renforcées dans un proche avenir.

05.04 **Melchior Wathelet** (cdH) : Vous avez réussi à parler de Kyoto Plus sans citer une seule idée concrète, sauf celles que les Régions ont mises sur la table ! (*Applaudissements sur les bancs du cdH et du CD&V*)

Je ne peux que rappeler les idées que nous avons lancées. Au niveau européen, la taxe sur le kérosène m'intéresse tout particulièrement. Mais regardez aussi nos propositions en matière de construction d'immeubles, d'achat de véhicules, sans parler de l'ensemble de nos propositions au niveau régional ! Chaque fois que nous avons déposé des propositions sur ces thèmes, elles n'ont jamais été inscrites à l'ordre du jour.

Ne venez plus avec de fausses bonnes idées comme la Gore tax, parce qu'elle revient à taxer une nouvelle fois les entreprises, en tirant le paravent environnemental.

Ne craignez pas de vous saisir des propositions de l'opposition ! (*Applaudissements sur les bancs de l'opposition*)

05.05 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Un éditorialiste francophone a écrit, voilà quelques jours, que le pire ennemi des effets du réchauffement climatique, c'était peut-être bien les effets d'annonce. Je partage cette analyse. Les mots ont tout de même un sens : à partir du moment où la Belgique a souscrit à un Plan Kyoto, qu'on est en train de discuter un Plan Kyoto II, on ne vient pas avec un « Kyoto Plus » qui ne contient rien !

Par ailleurs, vous annoncez des mesures fiscales. Vous dites qu'il faut changer le comportement des Belges. Si vous nous rejoignez à ce sujet, je m'en réjouis. Néanmoins, j'aurais voulu entendre des propositions concrètes, notamment en termes de véritable taxation sur les émissions de CO₂ et non une pseudo-taxation sur les emballages, qui sont à l'origine de moins de 1% des émissions de CO₂. J'aurais préféré que vous osiez vous attaquer aux 4x4 et aux voitures de société.

Vous avez quatre mois pour nous convaincre que l'annonce de votre Plan « Kyoto Plus » correspond à une concrétisation des engagements de l'État belge.

L'incident est clos.

06 Questions jointes

- de M. Gerolf Annemans au Premier ministre sur « le projet de loi relatif à la responsabilité pénale des

personnes morales » (n° 1768) ;

- de M. Pieter De Crem au Premier ministre sur « le projet de loi relatif à la responsabilité pénale des personnes morales » (n° 1772).

Le **président** : Ces deux questions concernent le projet de loi relatif à la responsabilité pénale des personnes morales. La question de M. De Crem était initialement adressée à la ministre de la Justice mais le premier ministre est disposé à répondre aux deux questions.

06.01 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Le langage non verbal du premier ministre et de la vice-première ministre nous livre déjà un premier élément de réponse.

Quiconque pensait que le gouvernement se préoccuperait de lutter contre la criminalité et les récidivistes ou encore, de convertir le climat économique favorable en un climat favorable aux entreprises était dans l'erreur. Les quotidiens du jour nous apprennent que le gouvernement est occupé à mettre hors la loi les entreprises criminelles récidivistes. S'agit-il de sujets urgents qui préoccupent le citoyen au plus haut point ?

Mme Onkelinx a même élaboré un projet dont l'état d'avancement suscite la plus grande confusion. Face aux caméras de télévision, le premier ministre s'est aujourd'hui prostitué devant sa base libérale en assurant que ce projet ne verrait pas le jour. Selon Frederic Vroman, un conseiller de Mme Onkelinx, le projet aurait cependant déjà été adopté lors du Conseil des ministres du 3 mars et aurait été à présent déposé après avoir subi quelques modifications résultant de l'avis du Conseil d'État. Le premier ministre n'était-il pas attentif au Conseil des ministres ? En définitive, quel texte a-t-on adopté ?

06.02 Pieter De Crem (CD&V) : Ma question était effectivement adressée à Mme Onkelinx mais le premier ministre tient manifestement à y répondre. Il est donc urgent de répondre à la question de savoir s'il existe un accord sur ce projet au sein du gouvernement. Selon Mme Onkelinx, la ministre de la fermeture des entreprises, le gouvernement a approuvé la portée du projet lors du Conseil des ministres du 3 mars 2006. Ce projet constitue pourtant une véritable provocation, d'autant plus que la FEB organise précisément aujourd'hui ses États généraux. Avec ce projet, Mme Onkelinx va même plus loin encore que les théories économiques de Mao. Il s'agit d'un message scandaleux à l'adresse des entreprises mais aussi à celle des travailleurs qu'elles emploient.

Depuis le dossier du Népal, le déroulement d'un Conseil des ministres ne semble guère avoir changé. C'est toujours un pigeonier. Force est de constater que, dans ce pays, les malfrats s'en tirent à meilleur compte que les entreprises.

Ce projet verra-t-il, oui ou non, le jour ? Un accord a-t-il été conclu ?

06.03 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : M. De Crem se base sur des informations erronées publiées dans un article de presse. Je déplore également l'attitude démagogique qu'il adopte à l'encontre de ce dossier. Qui est Mao ? S'agit-il de la ministre Onkelinx ou peut-être de l'ancien premier ministre, M. Dehaene ? Cette législation date effectivement déjà du 4 mai 1999. Cette loi permet au juge d'ordonner la fermeture temporaire ou définitive d'une entreprise qui enfreint une certaine législation ou développe des activités criminelles. Il peut s'agir d'infractions à la loi sur les prix ou à la loi sur les drogues. De quel droit me permettrai-je de commenter la politique de mon prédécesseur ? M. De Crem s'arroge toutefois cette liberté.

La loi Dehaene de 1999 sera modifiée sur la base d'une série de recommandations de l'OCDE : si la récidive concerne des délits ou des infractions graves, le juge peut procéder à la fermeture d'une entreprise. Ce principe n'est pas critiqué par la FEB à en juger par le communiqué de presse publié par cette dernière en mars 2006, au lendemain de l'approbation du projet de loi en Conseil des ministres. Le seul point litigieux pour la FEB – d'où l'article de presse – demeure la définition précise de la récidive. La FEB n'est favorable que si la récidive concerne des faits de même nature et non des délits en général passibles d'une sanction s'élevant à plus de 132.000 euros.

Une seconde modification légale que nous avons apportée sur recommandation de l'OCDE a trait à la

possibilité d'exclure des appels d'offres publics les entreprises qui ont commis des faits de nature criminelle. Cela me semble ne nécessiter aucun commentaire. Du reste, nous avons intégré dans le projet de loi toutes les observations du Conseil d'Etat. Enfin, je voudrais souligner de nouveau la position dénuée d'équivoque que la FEB a adoptée le 11 mai 2006, position dont j'estime à présent utile de faire part à la Chambre.

Le gouvernement déposera le texte du projet au Parlement qui pourra débattre sereinement de la question de la récidive. Ceux qui affirment qu'avec cette loi, le gouvernement nuira au climat entrepreneurial et brimera les entreprises font de la désinformation et portent préjudice au pays lui-même.

06.04 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Nous réagissons aux articles de presse mais, selon le premier ministre, la presse se trompe une nouvelle fois. Pourtant, le VOKA et la FEB parlent ni plus ni moins d'une catastrophe. Et M. Verhofstadt a lui-même annoncé par l'entremise de son porte-parole et de l'agence *Belga* que le projet de loi Onkelinx devait être réexaminé en Conseil des ministres où il se proposait de le contester au nom du VLD. Le premier ministre a sans doute cédé entre-temps à la pression exercée par Mme Onkelinx.

Le VLD ne fait donc pas retirer le projet, malgré douze pages de remarques du service juridique de la FEB. Les entrepreneurs accusent le premier ministre de rendre impossible la vie des entreprises. Nous verrons si M. Verhofstadt opère ce revirement à 180 degrés pour pouvoir continuer à gouverner avec le PS.

06.05 Pieter De Crem (CD&V) : Il existe un accord au sein du gouvernement. Le VLD se résignera donc. Le premier ministre se réfère à un communiqué de presse de mars 2006 mais nous n'en avons cure. Nous sommes aujourd'hui le 8 février 2007 et le texte est plus médiocre encore que l'an passé. Cette législation ne sert qu'à ennuyer les entreprises.

Le premier ministre déclare que ce projet peut être examiné au Parlement. Il pourra alors subir le même sort que le référendum européen et n'aboutira pas. Le VLD se retirera une nouvelle fois, la tête basse.

L'incident est clos.

07 Question de M. Roel Deseyn au premier ministre sur "les mesures prises après le meurtre de Joe Van Holsbeeck" (n° P1769)

07.01 Roel Deseyn (CD&V): À Ostende, un très regrettable incident s'est produit, au cours duquel un jeune homme de 18 ans a trouvé la mort pour avoir refusé une cigarette. La confiance des citoyens dans la société et dans les pouvoirs publics est ébranlée. Il y a un an, Joe Van Holsbeeck mourait dans des conditions tout aussi absurdes. Le monde politique ne peut certes pas tout prévenir, mais le gouvernement avait tout de même annoncé à l'époque une série de mesures contre l'insécurité et contre la violence gratuite. Lesquelles ont été concrètement mises en œuvre au cours de l'année passée ?

07.02 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Je propose de consacrer à ce sujet un débat plus large que dans le cadre des questions orales. J'ai apporté une note comportant un bilan à propos des huit domaines de la lutte contre la délinquance des jeunes. Toutes ces mesures ont été prises par le gouvernement fédéral en concertation avec les gouvernements régionaux après la mort de Joe Van Holsbeeck.

Différentes mesures ont été prises pour lutter contre l'absentéisme scolaire, l'extorsion ou "*steaming*" et les pratiques de "*racket*". Chaque zone de police a obtenu un point police spécifique auquel peuvent s'adresser les écoles confrontées à ces problèmes.

La surveillance du domaine public et des transports en commun a été renforcée, en collaboration avec les autorités régionales. Le corps de police opérationnel a été renforcé de 2.000 agents de police visibles dans les rues.

En ce qui concerne les initiatives législatives, le Parlement a adopté la loi sur les armes. La politique de recherche et de poursuite constitue une priorité des plans de sécurité des zones de police et fait l'objet d'un traitement prioritaire par les procureurs du Roi dans les différents arrondissements.

Les peines ont été alourdies dans le cas d'agressions contre des personnes exerçant une profession à hauts risques. De plus, de nouvelles sanctions alternatives et administratives ont été élaborées.

Quelles mesures allons-nous encore prendre ? La nouvelle loi relative à la protection de la jeunesse et à la délinquance juvénile nous permet de mettre en œuvre de nouvelles peines et mesures telles que l'interdiction de sortir. Par ailleurs, certains dossiers seront traités par des chambres spécialisées de la jeunesse qui seront créées en septembre 2007. Les projets de réparation, la médiation en matière de réparation ainsi que la concertation restauratrice en groupe seront organisés d'ici avril 2007. Enfin, un nouveau centre fermé pour jeunes délinquants sera implanté à Florennes.

Pour l'accueil des victimes, 20 personnes ont été recrutées pour le personnel des maisons de justice et 54 pour celui des palais de justice.

Ce sujet sera à nouveau abordé avec les Communautés lors de la prochaine réunion du Comité de concertation.

Le **président** : Je vais transmettre le texte à tous les membres.

07.03 Roel Deseyn (CD&V) : Le gouvernement prévoit toute une gamme de mesures mais à quels résultats tangibles aboutissent-elles ? Le budget du centre pour jeunes délinquants de Florennes n'est pas bouclé. Une plus grande présence policière n'est pas seulement une nécessité à Bruxelles, une vigilance accrue est aussi nécessaire dans tous les lieux publics. Il est impératif de mettre en pratique les plans tendant à combattre le *steaming* (l'extorsion à l'aide de violence) et le racket car, dans la rue, les jeunes sont de plus en plus vulnérables. J'estime que les autorités locales devraient aussi disposer d'un plus grand éventail de moyens d'action de façon à pouvoir intervenir à temps et imposer des sanctions. Des efforts plus importants seront aussi indispensables dans le domaine de l'aide aux victimes car pour la Flandre, le recrutement de vingt membres du personnel ne sera pas suffisant.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Patrick De Groote à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le dossier de la mise sous écoute de Batasuna"** (n° P1770)

- **M. Walter Muls à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le dossier de la mise sous écoute de Batasuna"** (n° P1771)

08.01 Patrick De Groote (N-VA) : À Ixelles, un appareil d'écoute a été trouvé dans l'habitation d'un membre de Batasuna, parti indépendantiste basque. Cette maison a été occupée jusqu'en 2004 par un parlementaire européen. Un appareil de ce type ne peut être placé que sur injonction d'un juge d'instruction dans le cadre d'une instruction. Cet appareil d'écoute a-t-il été placé par un service belge ? Les autorités belges ont-elles enquêté sur les occupants de cette maison ? S'agissait-il d'une action menée en collaboration avec les autorités espagnoles ? Une instruction portant sur le placement de cet appareil sera-t-elle ouverte ? Dans quelle mesure les services belges contrôlent-ils les services de renseignements étrangers ?

08.02 Walter Muls (sp.a-spirit) : L'habitation où a été trouvé l'appareil d'écoute était louée par un ancien parlementaire européen de Batasuna. En tant que pacifiste et démocrate, je défends les droits et les libertés fondamentaux. Or le placement d'un appareil d'écoute est constitutif d'une violation de ces droits et libertés. Il n'est autorisé que sur injonction judiciaire.

Les autorités belges n'ayant pas placé cet appareil, il y a délit. Or le parquet fédéral affirme n'avoir ouvert aucune instruction. Il a seulement demandé à la police locale de vérifier si les occupants de cette maison avaient l'intention de déposer plainte.

La Sûreté de l'État était-elle informée de la présence de cet appareil et l'a-t-elle signalée au parquet ? Que compte faire le parquet fédéral ? De quels moyens dispose la Sûreté de l'État pour mener des opérations de contre-espionnage et pour vérifier si la loi belge est respectée par les très nombreux services étrangers et ambassades installés sur notre territoire ?

08.03 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Le parquet fédéral n'était pas au courant des faits avant la publication des communiqués de presse.

(*En français*) Aucune plainte de l'eurodéputé n'a été portée à la connaissance du parquet fédéral. Le parquet nie que le matériel dont parle *De Morgen* ait été placé ou utilisé dans le cadre d'un dossier fédéral. Il n'y a d'ailleurs aucune objectivation des faits dénoncés.

La Sûreté de l'État n'a pas encore la capacité de faire usage d'un tel matériel, et ne l'a donc pas fait.

(*En néerlandais*) Il est possible que Batasuna dépose plainte. Si une enquête judiciaire est menée, il sera vérifié si les occupants ont effectivement été mis sur écoute. Si l'appareil a été placé par des services de renseignements étrangers, il y a eu violation du principe de souveraineté. Nous devons attendre les conclusions de l'enquête judiciaire.

08.04 Patrick De Groote (N-VA) : J'espère au moins que nous n'attendrons pas que les responsables se dénoncent eux-mêmes. Une implication des autorités belges est formellement démentie. Elles auraient toutefois pu s'atteler à trouver les responsables. Il convient d'enquêter sérieusement sur ces pratiques illégales. S'il est exact que l'installation était déjà présente dans l'habitation en 2004, c'est un europarlementaire qui a été mis sur écoute. Mettre sur écoute des citoyens qui ne font pas l'objet d'une enquête judiciaire porte atteinte à leurs droits fondamentaux.

08.05 Walter Muls (sp.a-spirit) : Je n'en reviens pas. Notre législation ne connaît que deux délits de plainte : la diffamation et le harcèlement. Tous les autres délits doivent faire l'objet d'une enquête d'office par le parquet. Or, la ministre dit qu'il faut attendre qu'une plainte soit déposée. Elle dit ainsi en fait aux services de renseignements étrangers qu'ils peuvent tranquillement procéder à des écoutes tant que les personnes concernées ne le découvrent pas et déposent plainte. Il s'agit d'un dangereux précédent.

J'espère que cette affaire fera l'objet d'une enquête et que cette enquête donnera des résultats dans un délai raisonnable. L'europarlementaire en question avait déjà découvert il y a quatre ans dans son portefeuille un appareillage d'écoute. Cela s'était passé à Bayonne et il attend toujours les résultats de l'enquête française. J'espère que nos autorités judiciaires donneront dans ce dossier une leçon d'efficacité aux Français.

08.06 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : M. Muls suit de près les travaux de la commission de la Justice. Il sait que la défense des libertés individuelles est importante pour moi et que les méthodes particulières de recherche ont été soumises à des conditions strictes.

Les écoutes illégales doivent être poursuivies. Si une plainte débouche sur une enquête judiciaire, cette dernière est engagée et nous devons en attendre les résultats !

08.07 Walter Muls (sp.a-spirit) : Si l'enquête judiciaire a démarré, nous ne pouvons plus en parler dans cet hémicycle. Toutefois, rien ne justifie d'attendre une plainte. Et si aucune plainte n'est déposée ? L'affaire sera-t-elle passée sous silence ?

08.08 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Dans ce cas, j'aurais pris mes responsabilités.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Yolande Avontroodt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la hausse de l'incidence du cancer" (n° P1778)

09.01 Yolande Avontroodt (VLD) : Selon une étude publiée dans *Annals of Oncology*, le taux de mortalité due au cancer a augmenté de 10 % en Europe depuis 2004. En 2005, cette Assemblée a adopté à l'unanimité une résolution demandant au gouvernement de s'atteler d'urgence à l'élaboration d'un plan de prévention efficace pour réduire la mortalité due au cancer, ce qui implique non seulement que la Belgique doit respecter les recommandations européennes en la matière, mais aussi que le gouvernement belge doit mettre sur pied un système d'enregistrement et adapter sa politique à celle des Communautés. La résolution a été suivie d'un colloque de l'Inami au cours duquel des scientifiques et des responsables politiques ont

dialogué. Il en a résulté un consensus sur la nécessité d'une telle politique de dépistage.

Quelle est la réaction du gouvernement aux chiffres alarmants et à l'étude du Centre d'expertise ? Quel suivi réservera-t-il aux constatations du colloque ? Comment mettra-t-il en œuvre la résolution de la Chambre ?

Le **président** : Si Mme Avontroodt est d'accord, Mme Onkelinx donnera lecture de la réponse de M. Demotte. (*Assentiment*)

09.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : L'étude publiée dans *Annals of Oncology* indique que l'incidence du cancer en Europe, considérée par tranche d'âge, ne varie pas mais que le pourcentage de personnes âgées dans la population est en augmentation. La population belge n'est pas significativement plus âgée que celle d'autres pays européens.

Les chiffres élevés attribués à notre pays dans l'étude reposent sur une extrapolation fondée sur des données qui datent d'il y a dix ans.

Les priorités du ministre de la Santé publique en la matière sont et restent les suivantes. Il faut avant tout mettre en place un système d'enregistrement des cancers. Une fondation a été créée à cet effet. Cet instrument de mesure efficace doit nous aider à évaluer la situation et à adapter notre politique en conséquence.

La prévention primaire, à savoir la lutte contre le tabagisme et la protection contre les rayonnements UV, doit par ailleurs être poursuivie.

La politique de dépistage des autorités fédérales et des Communautés doit être adaptée en vue d'une meilleure couverture et d'une fiabilité accrue. Une vaste campagne de dépistage est actuellement en cours. La Belgique met par ailleurs en œuvre les recommandations européennes.

Enfin, nous nous employons à développer une offre de soins progressive et multidisciplinaire, par le biais tant de centres que de réseaux, et à promouvoir une politique de qualité et à soutenir la recherche.

09.03 Yolande Avontroodt (VLD) : On peut difficilement dialoguer avec un ministre absent. Mme Onkelinx n'a pas vraiment répondu à ma question. J'y reviendrai certainement en commission.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Corinne De Permentier à la secrétaire d'Etat aux Familles et aux Personnes handicapées, adjointe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, sur "le combat contre l'excision et les mutilations sexuelles" (n° P1779)

10.01 Corinne De Permentier (MR) : Ce mardi a eu lieu la quatrième conférence internationale de l'ONU et un colloque s'est tenu à Bruxelles sur les mutilations génitales faites aux femmes. Quelque 130 millions de femmes sont concernées, surtout en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Madame la secrétaire d'Etat, je vous félicite pour votre initiative de lancer un groupe de travail, une campagne de prévention et des actions. Dans notre pays, certaines femmes ou jeunes filles sont mutilées, et même si c'est punissable, il n'y a encore eu aucune plainte au pénal. De plus, alors que la levée du secret médical est possible dans ce domaine, nous n'avons aucun cas probant.

Madame la secrétaire d'Etat, avez-vous un agenda ? Quelles mesures allez-vous prendre ? Ne pourrait-on agir via les Affaires étrangères et la Coopération au développement, notamment à l'égard de certains pays d'Afrique ? Selon l'ONU, trois millions de femmes africaines sont concernées annuellement par ces pratiques barbares.

10.02 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'Etat (*en français*) : Les mutilations génitales féminines violent les droits les plus élémentaires des femmes et des jeunes filles. Elles sont dénoncées dans de nombreuses

conventions internationales, dont la convention relative aux droits de l'enfant.

Les Nations unies exhortent les pays à lutter contre ces mutilations. J'ai donc inscrit ce sujet dans le cadre du groupe de travail 'Violence et Famille' des États Généraux des Familles, pour voir ce qui était possible de faire ici.

Diverses mesures pénales ont été prises en Belgique, mais très peu de personnes dénoncent ces mutilations. Nous travaillons avec les associations, pour proposer des mesures de prévention et de sensibilisation. Ces mesures seront débattues sur le plan légal, celui de la formation et de la santé et sur le plan international.

Dans chaque groupe, on s'efforce de mieux faire connaître les dispositions légales. Sur ce point, les groupes souhaitent travailler avec les praticiens de la justice, les médecins et les travailleurs sociaux.

Il y a aussi la répression de l'apologie des mutilations génitales. Dans notre législation, ce n'était pas encore incriminé ou susceptible de poursuites.

En matière de formation, il s'agit de coordonner et de soutenir les associations œuvrant dans ce domaine. Une brochure d'information est prévue pour les professionnels de la santé, le secteur social et les familles concernées. L'examen des organes génitaux pourrait aussi être intégré dans l'examen médical de routine des services de prévention infantile et services scolaires.

Nous demandons que la Belgique poursuive la ratification du protocole de Maputo, que l'on mobilise tous les efforts politiques et diplomatiques et que soient soutenues les initiatives locales qui visent la reconversion des exciseurs. Nous reviendrons au mois de mars sur ce sujet.

10.03 **Corinne De Permentier** (MR) : Je serai attentive aux résultats des travaux qui seront rendus fin mars.

L'incident est clos.

11 **Ordre du jour**

Le **président** : Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 7 février 2007, je vous propose d'inscrire les points suivants à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi :

- le projet de loi relatif à la confirmation de certains arrêtés royaux (n°s 2839/1 et 2);
- le projet de loi modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière (n°s 2858/1 et 2);
- la proposition de résolution de MM. Richard Fournaux et Daniel Bacquelaine, Mmes Muriel Gerkens et Véronique Ghenne, M. Melchior Wathelet, Mme Hilde Vautmans, MM. Dirk Van der Maelen et Pieter De Crem et Mme Valérie Déom relative à la condamnation à mort de cinq infirmières et d'un médecin en Libye (n°s 2865/1 et 2).

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

M. Yvan Mayeur et consorts ont déposé un amendement au projet de loi désignant les représentants des infirmiers à domicile à la commission de conventions infirmiers-organismes assureurs (transmis par le sénat) (n° 2194/1).

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 7 février 2007, je vous propose de renvoyer cet amendement en commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société, afin d'y permettre l'examen et de reporter le projet de loi.

La commission se réunira le mardi 13 février 2007.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Projets et propositions

12 **Projet de loi portant des dispositions diverses (III) (2788/1-16)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

12.01 **Maggie De Block**, rapporteuse : Je renvoie à mon rapport écrit.

Le **président** : M. Muls s'en réfère également à son rapport écrit.

12.02 **Jacqueline Galant** (MR) : Je renvoie à mon rapport écrit.

Le **président** : MM. Lano et Gustin s'en réfèrent à leur rapport écrit.

12.03 **Hilde Dierickx** (VLD) : Je renvoie à mon rapport écrit.

12.04 **Paul Tant** (CD&V) : Les articles 119 et 120 du projet de loi présentent des vices de forme. Lors de l'examen du budget, de la loi-programme et de la loi portant des dispositions diverses, le gouvernement souhaitait initialement faire approuver un texte plus étendu. Nous sommes toutefois parvenus à extraire de la loi-programme et du projet portant des dispositions diverses les dispositions non budgétaires. Il a été procédé ainsi pour ces articles.

Il s'agit d'une matière technique qui a des conséquences pratiques. L'article 119 tend à remplacer à l'article 91 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus la référence à l'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu par une référence aux articles 4, 7 et 8 de la loi du 7 mai 1999 portant sur les mêmes jeux de hasard. Il s'agit des appareils de jeu automatiques. En vertu de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989, la taxe prélevée sur ces appareils est devenue une taxe régionale. Depuis le 1^{er} janvier 2002, les Régions sont habilitées à modifier le taux d'imposition, la base d'imposition et l'exemption accordée pour ces taxes. La détermination de la matière imposable et de la procédure administrative demeure une compétence fédérale.

Le Conseil d'État considère que la référence à l'article 91 ne règle aucune des deux matières qui sont restées fédérales. Il aurait donc été préférable de retrancher cette disposition du projet. Aussi l'ai-je demandé plusieurs fois mais mes demandes sont toujours tombées dans l'oreille d'un sourd.

L'article 3, § 3 et 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'État prévoit que lorsque la section Législation dit dans un de ses avis qu'il y a excès de compétence, le texte est renvoyé au Comité de concertation. Or cela n'a pas été fait. Pourquoi ?

Ce débat n'a rien d'académique car le Parlement wallon a réglé cette matière à l'article 9 du décret du 16 décembre 2003. Par-dessus le marché, les règles du jeu n'ont pas été respectées.

Nous ne pouvons pas faire comme si ce décret n'existait pas ! J'en ai le texte ici.

D'après le Conseil d'État, le vice de forme a comme conséquence que le projet ne peut pas être examiné et qu'il doit être renvoyé au Comité de concertation. De plus, le Parlement wallon a réglé précédemment la même matière de la même manière, à juste titre. Que fera le président ?

Le **président** : M. Tant pose une question préjudicielle. La Conférence des présidents a déjà évoqué le sujet et j'ai demandé aux services d'analyser l'argumentation de M. Tant. Cependant, je ne puis rien y faire en ma qualité de président. Lors de la révision de la Constitution – ou s'agissait-il des lois spéciales ? – en 1980, le terme 'projet' figurait dans le texte qui fut ensuite modifié en 'avant-projet' par la voie d'un amendement. Il s'agit donc d'un projet et non d'un avant-projet.

L'argumentation de M. Tant est certainement défendable. Je vais demander au ministre des Finances de nous rejoindre.

12.05 Greta D'hondt (CD&V): Je demande la présence du ministre Vanvelthoven. En commission, j'ai retiré à sa demande mon amendement sur le congé d'adoption afin qu'il puisse vérifier s'il pouvait marquer son accord sur l'amendement quant au fond. Je voudrais qu'il me fournisse des précisions à ce sujet de manière à ce que je puisse décider si je redépose mon amendement.

Le **président** : Je fais mander M. Vanvelthoven.

12.06 Willy Cortois (VLD) : Cette loi instaure un nouveau système de fiches plus simple pour l'enregistrement des voyageurs dans les hôtels. Ce nouveau système a été mis en place à la demande du secteur et de la police. L'utilisation de nouvelles techniques permet donc bel et bien une simplification administrative.

Je demande au vice-premier ministre de s'atteler sans délai à l'élaboration des arrêtés royaux annoncés.

12.07 Trees Pieters (CD&V) : Ce régime représente peut-être une simplification pour la police mais le secteur touristique se demande ce qu'il faut entendre exactement par "service d'hébergement touristique". Les logements de vacances privés loués par des particuliers sont-ils également visés ? Nous pouvons lire sur le site internet du secrétaire d'Etat qu'un appartement mis à la disposition d'amis, de la famille ou de tiers à des fins touristiques est également considéré comme un hébergement touristique. Celui qui loue son appartement à des amis devra donc également remplir des fiches. J'estime - et le secteur avec moi - que c'est exagéré. Une simplification pour la police constitue donc une contrainte supplémentaire pour le secteur.

Le **président** : C'est quelque peu inhabituel, mais je propose de suspendre cet examen jusqu'à l'arrivée du ministre et d'entamer dans l'intervalle le point suivant de l'ordre du jour.

12.08 Paul Tant (CD&V) : Si le gouvernement souhaite que ses projets soient examinés et adoptés, la présence de ses ministres dans cet hémicycle constitue tout de même une condition *sine qua non* ! Le gouvernement n'hésite pas à nous imposer un calendrier pour les réunions, mais il a beaucoup plus de mal à honorer nos réunions de sa présence.

Le **président** : M. Tant a tout à fait raison.

13 **Projet de loi modifiant l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue de réduire le délai d'attente après lequel un chien abandonné peut être adopté (2394/1-2)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

13.01 Tony Van Parys (CD&V) : Si l'ordre du jour est bouleversé, nous devons avoir l'occasion de prévenir nos collègues qui souhaitent prendre la parole.

Le **président** : Je n'ai inscrit personne pour le projet suivant, mais M. Van Parys a raison.

13.02 **Magda De Meyer**, rapporteur: Ce projet découle d'une proposition de loi adoptée au Sénat. Il vise à réduire de 45 à 15 jours le délai d'attente après lequel un chien abandonné peut-être adopté, dans le but de lutter contre la surpopulation dans les refuges. La plupart de refuges sont d'ailleurs favorables à ce projet de loi qui, en commission, a recueilli le soutien du sp.a, du VLD, du PS et du CD&V.

Lors de l'examen du texte, on s'est interrogé sur ce qu'il fallait prévoir pour les cas où le propriétaire se manifesterait tout de même l'expiration du délai de 15 jours, mais cette situation est très rare dans la pratique. Depuis 1998, il existe, pour les chiens nés après cette date, une obligation d'identification. En 2007, la majorité des chiens seront effectivement munis d'un élément d'identification, plus particulièrement d'une puce, et d'un passeport européen.

Le projet de loi a été adopté à l'unanimité par la commission.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2394/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

14 **Projet de loi modifiant les articles 35 et 39 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en vue d'augmenter la peine en cas de sévices occasionnés à un animal (2823/1-5)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

14.01 **Magda De Meyer**, rapporteur : Il s'agit également d'une proposition initialement déposée au Sénat, qui nous a été transmise sous la forme d'un projet. Le texte a été examiné en commission de la Santé publique le 23 janvier 2007. Une proposition de loi de Mme Tilmans a été, à la demande de celle-ci, disjointe du projet.

Le projet vise à sanctionner plus lourdement les maltraitances graves envers les animaux ainsi que les récidives, et à donner davantage de moyens aux magistrats pour prononcer des sanctions.

M. Giet et moi-même avons déposé un amendement visant à sanctionner la zoophilie, à la suite de l'acquittement d'un violeur d'animaux par la cour d'appel d'Anvers pour le motif que la loi sur le bien-être animal ne pouvait être invoquée pour sanctionner l'accusé.

M. Verhaegen s'est demandé si le taux de la peine ne devenait pas un peu excessif. Le représentant du ministre a répondu que les peines étaient beaucoup plus lourdes en France. Par ailleurs, les peines trop légères risquent de ne pas être purgées.

Le projet a été adopté par neuf voix pour et une abstention.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2823/5)

L'intitulé a été modifié par la commission en "projet de loi modifiant les articles 1er, 35 et 39 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en vue d'augmenter la peine en cas de sévices occasionnés à un animal et d'interdire les relations sexuelles avec les animaux".

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

15 **Projet de loi relatif au cautionnement à titre gratuit (2730/1-4)**

- Proposition de loi modifiant le Code civil en vue de protéger la caution (2048/1-2)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

15.01 Koen T'Sijen, rapporteur : Ce projet de loi a pour but d'offrir une meilleure protection et une meilleure prise de conscience à la caution, lorsque celle-ci offre un cautionnement à titre gratuit, et ce, en vue de prévenir le surendettement des consommateurs. Le projet s'applique à des personnes physiques qui se portent garantes à titre gracieux, lorsque le créancier agit dans le cadre d'une activité professionnelle.

Le projet prévoit que le contrat de cautionnement doit faire l'objet d'un contrat distinct du contrat principal, qu'il doit être limité à l'engagement existant lors de la conclusion du contrat et qu'il doit être limité dans sa durée. Il ne peut être conclu de contrat de cautionnement en garantie d'une dette dont le montant est disproportionné aux capacités de remboursement. La caution doit régulièrement obtenir, de la part du créancier, des informations relatives à l'évolution de la dette et l'engagement de l'héritier est limité à sa part d'héritage.

Mme Roppe avait déjà introduit une proposition de loi en 2005 visant à améliorer la protection de la caution profane. Elle souhaite, par le biais de quelques amendements, apporter des améliorations au projet de loi, qui offre essentiellement la même protection que sa proposition de loi.

Mme Creyf soutient le projet de loi et se réjouit qu'il ait été assoupli après les avis du Conseil de la Consommation. Elle met en garde contre un formalisme trop poussé, qui serait de nature à freiner le recours au cautionnement. Elle estime en outre que la disposition selon laquelle le montant doit être proportionnel aux capacités de remboursement est trop vague. La ministre souligne que le créancier est tenu de contrôler la solvabilité de la caution et que la caution ne sera déclarée nulle que lorsqu'il est question d'une disproportion manifeste.

M. Lenssen soutient également ce projet. À sa demande, le ministre a réaffirmé qu'il ne peut s'agir que de cautionnements à titre gratuit, le donneur de caution ne pouvant donc jouir d'aucun avantage.

Un amendement de Mme Roppe a été adopté à l'unanimité. Il prévoit que le donneur de caution qui requiert la discussion peut aussi désigner des biens du débiteur qui se situent en dehors de l'arrondissement d'une cour d'appel, pour autant que les biens se trouvent en Belgique. Cet amendement a aussi reçu le soutien du ministre.

Le projet de loi ayant été adopté à l'unanimité, la proposition de loi est caduque. La commission approuve les corrections légistiques apportées par le secrétariat.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2730/4)

Le projet de loi compte 11 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 11 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

16 **Projet de loi portant des dispositions diverses (III) (continuation) (2788/1-16)****Reprise de la discussion générale**

La discussion générale est reprise.

16.01 Greta D'hondt (CD&V) : En commission, nous avons présenté à l'article 91 un amendement qui confère un caractère rétroactif au droit à un congé d'adoption et à l'allocation qui y est liée.

Le ministre ayant promis d'analyser cette proposition, j'ai retiré cet amendement. Si le ministre pouvait nous dire où on en est aujourd'hui, je pourrais décider si nous représenterons cet amendement ou non.

16.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : J'ai déjà dit en commission que c'était un réel problème.

La réglementation actuelle manque parfois sa cible dans la mesure où certaines communes n'inscrivent un enfant dans leur registre de la population que plusieurs mois après son arrivée dans la famille. Conséquence : le congé d'adoption ne peut commencer que lorsque l'enfant est intégré dans la famille depuis longtemps, ce qui ne saurait être l'objectif.

Mme D'hondt a demandé que soient élaborées des dispositions à l'intention de celles et ceux qui, dans le passé n'ont pas pu bénéficier du droit à une allocation en cas de congé d'adoption en raison du fait que la commune a inscrit leur enfant tardivement dans son registre. Je confirme que nous apporterons une solution à ce problème par le biais d'un arrêté d'exécution. Nous réfléchissons encore à la question de savoir si nous allons conférer un caractère rétroactif au droit à un congé d'adoption et à une allocation, ou si nous allons tenter de trouver une autre solution.

16.03 Greta D'hondt (CD&V) : Il importe que le ministre confirme son intention de résoudre ce problème, même si la méthode qu'il utilisera à cette fin ne sera pas neutre. J'espère qu'il s'y emploiera avant la fin de cette législature car plus le temps passe, plus la négociation avec les employeurs sera difficile.

16.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Le secrétaire d'État m'a indiqué qu'il avait rencontré le secteur le 14 novembre 2006, ce qui s'est traduit par un amendement qui a été explicitement approuvé tant par le secteur du camping que par Horeca Vlaanderen.

En ce qui concerne le champ d'application, rien ne change. Il fallait déjà compléter une double carte pour chaque nuitée dans une auberge, un hôtel, une maison ou un appartement meublé. Aucune obligation supplémentaire n'est imposée mais la location individuelle, non professionnelle d'appartements est aujourd'hui exclue de cette règle.

Le **président** : Le ministre Reynders ne nous a pas encore rejoints. Je suspends pour la seconde fois l'examen de ce projet.

17 **Projet de loi modifiant la loi du 24 mars 2003 instaurant un service bancaire de base (2775/1-3)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

17.01 Karine Lalieux, rapporteur : La bancarisation est encouragée pour lutter contre l'exclusion sociale et l'insécurité, ainsi que pour diminuer le coût des moyens de paiement.

La loi du 1^{er} septembre 2003 sur le service bancaire de base porte ses fruits. L'on dénombrait, début 2006, 5541 comptes actifs dans ce cadre. La loi sur l'insaisissabilité bancaire est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Le présent projet précise les conditions d'obtention d'un service bancaire de base, pour éviter tout refus injustifié de tels services.

Il est proposé d'adapter l'arrêté d'exécution du 7 septembre 2003 en élargissant les notions de produits liés compatibles avec un service bancaire de base.

Nous nous réjouissons de l'application de ce projet, voté à l'unanimité (*Applaudissements sur tous les bancs*).

17.02 Simonne Creyf (CD&V) : À nos yeux, il s'agit-là d'un projet de loi parfaitement superflu en ce qu'il souligne explicitement des points déjà inscrits dans la loi mais non respectés. Un contrôle doit être mis en place et les abus doivent être sanctionnés. Si tel n'est pas le cas, la solution ne consiste pas à inscrire une seconde fois la règle dans la loi. Les dispositions du texte à l'examen sont évidemment correctes et, en tant qu'opposition, il nous est dès lors difficile d'émettre un vote négatif. Par conséquent, mon groupe votera en faveur du projet.

17.03 Renaat Landuyt, ministre (*en néerlandais*) : La modification législative est essentielle pour pouvoir mettre un contrôle en place. La loi désigne à présent les instances compétentes en matière de contrôle et c'était précisément ce point qui posait problème.

17.04 Simonne Creyf (CD&V) : Nous regrettons que cette compétence soit conférée à des fonctionnaires et non à la justice. Le Conseil d'État adhère à notre point de vue. Dans le cadre du droit de protection des consommateurs, les fonctionnaires se voient confier toujours davantage de compétences en matière de contrôle. Nous regrettons cette évolution.

17.05 Renaat Landuyt, ministre (*en néerlandais*) : Je fais miens les regrets exprimés par Mme Creyf quant au fonctionnement déficient de la Justice.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2775/3)

Le projet de loi compte 7 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 7 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Délégation étrangère

Le **président** : Je salue la présence à la tribune de Son Excellence M. l'Ambassadeur de Bulgarie (*Applaudissements sur tous les bancs*).

18 **Projet de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (2710/1-5)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

18.01 **Simonne Creyf** (CD&V) : Nous ne pouvons que nous réjouir de la création d'un service de médiation de l'énergie dont la compétence englobera toutes les questions et plaintes relatives à l'énergie, qu'il s'agisse d'une matière fédérale ou régionale. Le marché libéralisé de l'énergie suscite en effet un très grand nombre de plaintes, et le nombre de questions en la matière ne cesse d'augmenter. Les plaintes concernent par exemple des erreurs de facturation, des problèmes de raccordement, des techniques de vente agressives, des difficultés en cas de déménagement, des contrats prêtant à confusion ou encore, le manque d'accessibilité des fournisseurs.

Il a fallu attendre incroyablement longtemps avant de voir ce projet de loi déposé à la Chambre. La création du service de médiation de l'énergie était prévu par la loi sur le gaz et l'électricité de 1999. Toutefois, son installation a été régulièrement annoncée prématurément. Cependant, à présent que le projet de loi est prêt, quand le service de médiation verra-t-il effectivement le jour ? Quand les procédures d'installation et de recrutement seront-elles réglées ? Quand les citoyens pourront-ils faire appel à ce service ?

Dans les textes initiaux, la compétence du service de médiation de l'énergie se limitait aux matières fédérales. Cependant, étant donné l'enchevêtrement des compétences en matière d'énergie, un accord de coopération a été signé avec les Régions. Le service de médiation aurait autrement été inutile. En effet, dans le cas d'un service de médiation exclusivement fédéral, les citoyens et les entreprises auraient dû trouver eux-même qui était compétent et à qui ils devaient adresser leur plainte. Nous voulons également ancrer dans la loi cette collaboration avec les Régions et impliquer ces dernières dans la fixation du fonctionnement du service ainsi que dans l'élaboration du règlement d'ordre intérieur.

Le ministre a refusé de se concerter avec les Régions à ce sujet, bien que le service de médiation concerne également les besoins énergétiques régionaux. Il est regrettable que les amendements y afférents aient été rejetés par la majorité. J'espère que cela n'entravera pas le fonctionnement du service de médiation.

Le groupe CD&V votera ce projet de loi. (*Applaudissements*)

18.02 **Magda De Meyer** (sp.a-spirit) : Ce projet de loi me donne entière satisfaction. Les consommateurs d'énergie qui, pendant longtemps, n'ont pu déposer plainte nulle part, ont donc attendu longtemps la mise sur pied d'un service de médiation. Des projets visant à créer un tel service au sein de la CREG existaient déjà en 1999 mais ce service ne voit le jour qu'en 2007. De nombreuses plaintes ont déjà été déposées depuis la libéralisation du marché de l'énergie mais, lorsqu'elles dépassaient le niveau communautaire, le consommateur ne pouvait jusqu'à présent en saisir aucune instance.

De nombreuses questions ont déjà été adressées au service d'information Hermes, créé en 2005. Je suis donc convaincue que le service de médiation sera abondamment contacté. Il faudra dès lors évidemment s'atteler à en faire connaître l'existence.

Je me félicite de la création d'un numéro gratuit unique pour le consommateur. Les différentes autorités devront évidemment répartir les demandes et les acheminer vers le département ad hoc.

Le texte du projet de loi comporte une erreur technique. L'article 14, § 11 fait référence au § 9 au lieu du § 10.

Il est intéressant que la redevance de médiation soit supportée par les entreprises et dépende du nombre de

plaintes reçues pour chaque entreprise.

J'espère enfin que le deuxième volet, le tarif social, pourra encore être réalisé au cours de cette législature.

Le **président**: Est-il exact qu'une correction technique doit être apportée à ce texte?

18.03 **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*) : En effet, il faut corriger cet article dans le sens indiqué par Mme De Meyer.

Je me félicite de la création trop longtemps attendue d'un service de médiation. En 1999 déjà, la loi prévoyait la mise en place d'un service de médiation, mais il fallait y associer l'ensemble des niveaux concernés. Il s'agissait aussi de ne pas empiéter sur les compétences des autres niveaux, ce qui n'était pas chose facile.

L'augmentation du nombre de réclamations ne s'expliquait pas par la seule libéralisation du marché. Le consommateur a quant à lui également pris conscience du fait que l'énergie a un prix, et les prix de l'énergie ont en outre augmenté.

(*En français*) Entre-temps, nous avons essayé de trouver des solutions. J'ai créé l'Institut Hermès, qui a reçu un nombre de demandes d'information impressionnant.

(*En néerlandais*) Le service de médiation sera rendu opérationnel le plus rapidement possible après l'adoption du projet de loi. Nous demanderons sans délai au Selor d'engager les membres du personnel nécessaires.

Le mécanisme de financement est ingénieux, car les entreprises qui font l'objet de nombreuses plaintes, devront payer davantage. Ce mécanisme doit inciter les entreprises à offrir un service de qualité.

(*En français*) Je souligne les avantages : un seul point de contact, un accès rapide et gratuit, une délimitation claire des compétences.

(*En néerlandais*) Certains membres ont plaidé en faveur de l'inscription dans le texte de la loi d'une description plus détaillée des dispositions relatives au médiateur. Nous avons toutefois estimé qu'un accord de coopération constituait un instrument plus adéquat à cet égard. Un service de médiation doit pouvoir s'adapter avec célérité et souplesse et modifier la loi n'est pas chose aisée.

(*En français*) Nous avons respecté l'équilibre linguistique et le financement a été prévu. Il n'y a pas de personnel superflu. On devrait donc lancer le service de médiation très vite.

18.04 **Simonne Creyf** (CD&V) : Je puis me rallier à l'intervention du ministre. Il faut espérer que le médiateur sera rapidement opérationnel.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2710/5)

Le projet de loi compte 14 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 14 sont adoptés article par article, avec corrections de texte à l'article 14.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

19 **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la procédure de dépôt des demandes de brevet européen et aux effets de ces demandes et des brevets européens en Belgique (2747/1-4)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

19.01 **Guy Hove**, rapporteur : Le présent projet a pour objet de fixer la procédure de dépôt des demandes de brevet européen. Le déposant du brevet a le choix entre l'Office européen des brevets et l'Office de la propriété intellectuelle, sauf si le brevet concerne la sûreté de l'État.

Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2747/4)

Le projet de loi compte 16 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 16 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

20 **Projet de loi modifiant la réglementation relative à la délivrance du brevet d'invention et au régime de taxes dues en matière de brevets d'invention et en matière de certificats complémentaires de protection (2756/1-4)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

20.01 **Guy Hove**, rapporteur : Ce projet a été examiné en commission de l'Economie le 24 janvier 2007. Il poursuit un double objectif: il crée d'une part un cadre légal en ce qui concerne l'opinion écrite en matière de brevetabilité des inventions et il apporte d'autre part des modifications en ce qui concerne les taxes sur les brevets et les certificats de protection supplémentaires.

Toute demande de brevet donne lieu à une enquête de nouveauté. Au rapport de cette enquête est joint une opinion écrite sur la brevetabilité, ce qui doit permettre au demandeur d'évaluer les chances de succès de son brevet et, si elles ne sont guère élevées, de lui donner l'opportunité d'encore retirer sa demande. La procédure s'en trouve raccourcie et la charge de travail de l'Office belge de la propriété intellectuelle s'en trouve réduite.

L'opinion écrite est rédigée par le Bureau européen des brevets et n'a pas de caractère contraignant. Le demandeur peut donc poursuivre la procédure s'il le souhaite.

Le système des taxes est adapté. Trois taxes sont perçues: la taxe de dépôt, la taxe de recherche ou taxe pour l'enquête de nouveauté et la taxe annuelle pour le maintien du brevet. Le fait que la Belgique prélève l'une des taxes les plus élevées sur l'enquête de nouveauté complique l'accès des PME au système des brevets. C'est la raison pour laquelle la taxe de recherche est réduite alors que la taxe annuelle - qui n'avait plus été indexée depuis 1995 et qui est l'une des plus basses d'Europe - est relevée.

Lors de la discussion générale, Mme Creyf a demandé si l'opinion écrite obligatoire du Bureau européen des brevets entraîne une charge supplémentaire pour le demandeur et quelle partie exactement serait prise en charge par l'Etat. Mme Creyf a également posé quelques questions sur les arrêtés d'exécution.

M. Lano a affirmé que l'instauration de l'opinion écrite par le Bureau européen des brevets pour les demandes belges représente une simplification administrative car elle permet de ne traiter que les demandes valables. Il est également d'avis que la réduction de la taxe sur l'enquête de nouveauté conduira au dépôt d'un plus grand nombre de demandes de brevet et qu'elle est dès lors de nature à stimuler l'économie belge. Il a dès lors insisté sur une approbation rapide du projet.

Les amendements déposés ont été adoptés à l'unanimité et le projet ainsi amendé a également été adopté à l'unanimité.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2756/4)

Le projet de loi compte 16 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 16 sont adoptés article par article, ainsi que les tableaux en annexe.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

21 **Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière (2836/1-4)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

21.01 **Hilde Vautmans**, rapporteur : La commission de l'Infrastructure a examiné le projet de loi les 17 et 24 janvier 2007. Conformément à celui-ci, le juge doit prononcer la déchéance du droit de conduire à l'égard de tout conducteur qui, au cours des deux premières années suivant l'obtention de son permis de conduire, commet une infraction grave. Il s'agit, entre autres, de la conduite sous l'influence de l'alcool ou de stupéfiants, de la récidive ou du dépassement de plus de 30 km à l'heure de la vitesse autorisée.

Le texte initial prévoyait un délai d'un an seulement, mais plusieurs groupes politiques ont voulu le prolonger. L'amendement tendant à porter le délai à deux ans a été adopté par dix voix contre deux.

Le projet permet au juge de conditionner la réintégration dans le droit de conduire à une nouvelle réussite des examens de conduite théorique et/ou pratique. Le Conseil d'État a confirmé que la conjonction 'ou' signifie que le juge peut aussi imposer la réussite des deux examens. L'ensemble du projet a été adopté à l'unanimité. (*Applaudissements*)

Le **président**: Mme Vautmans peut immédiatement enchaîner en intervenant au nom de son groupe politique.

21.02 **Hilde Vautmans** (VLD) : Par ce projet, le législateur entend tout d'abord inciter les tout jeunes conducteurs à conduire avec une extrême prudence. En associant la réintégration dans le droit de conduire à des examens de réintégration, l'on a conféré au projet une importante valeur pédagogique. En effet, les jeunes conducteurs sont surreprésentés dans les statistiques des accidents. Souvent, leur manque d'expérience de la conduite est plus en cause qu'un comportement imprudent. Le système de l'examen de réintégration doit donc leur offrir l'occasion de se perfectionner.

Ce projet est indissociable de la réforme de la formation à la conduite, qui assouplit le régime de la filière

libre pour permettre au candidat conducteur d'acquérir une plus grande expérience de la conduite.

La conséquence logique de la formation à la conduite « plus libérale » est que le conducteur lui-même portera davantage de responsabilités. C'est pourquoi ce projet constitue pour le VLD le dernier maillon logique de la réforme de la formation à la conduite. L'objectif ne consiste toutefois absolument pas à viser davantage les jeunes conducteurs.

Il existe également des comportements de conduite irresponsables qui ne sont pas liés à l'âge du contrevenant. À cet égard, je songe en particulier aux accidents avec délit de fuite. Dans ces cas également, la réintégration du droit de conduire doit être liée à la réussite d'examens de réintégration psychologiques. Un projet de loi en ce sens du VLD est actuellement examiné en commission.

Mon groupe adoptera ce projet en toute conviction. (*Applaudissements sur les bancs du VLD*)

21.03 Jef Van den Bergh (CD&V) : Ce projet aurait dû être la cerise sur le gâteau de la réforme de la formation à la conduite. Mais à la place d'un succulent gâteau, il s'agit d'un projet catastrophique, inacceptable pour quiconque se préoccupe de la sécurité routière.

Une réforme était absolument nécessaire car les jeunes conducteurs sont beaucoup plus souvent impliqués dans les accidents. Lorsque le gouvernement a annoncé cette réforme, nous étions emplis d'espoir. Mais les choses ont d'emblée mal tourné. Il s'est avéré que la priorité du ministre n'était pas la sécurité mais une formation à la conduite plus simple et moins onéreuse alors que, chaque année, des centaines de jeunes se tuent encore sur la route. Le fait qu'en passant, les écoles de conduite aient également été largement desservies par la réforme était un élément bienvenu pour le ministre.

Les 'termes finaux' du nouvel examen de conduite restent un mystère. La seule amélioration qualitative était que les manoeuvres seront désormais effectuées sur la voie publique. Pour le reste, les centres d'examen ont été abandonnés à leur sort.

La formation à la conduite est-elle véritablement moins onéreuse que par le passé ? En réalité, non. La filière libre subsiste heureusement mais le coût horaire des formations dispensées par le professionnel reste identique.

La formation est-elle plus simple aujourd'hui ? Peut-être mais, pour autant, les candidats conducteurs obtiendront-ils plus aisément leur permis de conduire ? Rien n'est moins sûr : bien qu'une évaluation détaillée du nouvel examen de conduite soit prématurée pour l'heure, tout indique que les candidats seront moins nombreux à réussir.

«Plus d'expérience», tel était le slogan du ministre pour faire accepter sa réforme. Mais il a ainsi jeté de la poudre aux yeux de tous. Le stage a été ramené de neuf ou six mois à trois mois, au détriment de la qualité. Le ministre actuel n'aura sans doute plus à s'en préoccuper mais la sécurité routière régressera pour des milliers de jeunes.

En ce qui concerne la période d'essai de deux ans imposée aux chauffeurs débutants, nous sommes en principe favorables à un genre de frein sur la première période consécutive à l'obtention du permis de conduire. Les chiffres montrent en effet que bon nombre de nouveaux chauffeurs sont impliqués dans des accidents. Ces chiffres ne vont pas s'améliorer si l'on ramène la période à trois mois puisque le nombre élevé d'accidents est justement dû au manque d'expérience des jeunes chauffeurs. Ajoutons qu'un petit groupe de jeunes chauffeurs surestiment leurs capacités.

On observe un grand nombre d'exemples de périodes d'essai à l'étranger. L'obligation faite aux chauffeurs débutants qui commettent une infraction grave de repasser leur examen a beau constituer en soi une carotte et un bâton, cette mesure ne changera évidemment rien à un éventuel problème de comportement. Mme Vautmans a déjà souligné que les contrevenants qui se sont rendus coupables d'une infraction grave devraient en principe faire l'objet de recyclages. Manifestement, le principe d'une formation ou d'un recyclage n'a cependant hélas pas pu s'inscrire dans le cadre de l'objectif d'une formation meilleur marché et plus facile mis en avant par le ministre.

Le CD&V se distance de l'ensemble de la réforme de la formation à la conduite. Nous voterons dès lors contre ce projet.

21.04 Hilde Vautmans (VLD) : En commission, M. Van den Bergh a pourtant voté en faveur du texte.

21.05 Jef Van den Bergh (CD&V) : L'examen en commission s'est déroulé de façon chaotique, puisqu'il n'était déjà plus possible de débattre du fond du dossier le deuxième jour. Au moment de la première discussion, le texte était disponible depuis à peine 24 heures. En principe, nous y étions favorables, mais nous estimons que l'ensemble de la réforme doit être rejeté. C'est pourquoi nous avons voté contre en séance plénière.

21.06 Renaat Landuyt, ministre (*en néerlandais*) : Je comprends parfaitement que M. Van den Bergh change finalement d'avis. (*Sourires*)

Le **président** : Est-ce à ce propos que j'ai adressé une lettre pastorale au ministre ? (*Sourires*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2836/4)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les corrections de texte suivantes sont proposées:

À l'article 2, §1, remplacer le "2 février" par "7 février".

À l'article 2, §4, remplacer les mots "à des infractions" par "aux infractions".

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

22 Projet de loi relatif à la confirmation de certains arrêtés royaux (2839/1-3)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : Mme Mues, rapporteur, est empêchée pour raison de santé. Elle renvoie au rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2839/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Amendement déposé:

Art. 2

• 1 *Jan Mortelmans* cs (2839/2)

22.01 Jan Mortelmans (Vlaams Belang) : En commission, le ministre a clamé qu'il était absolument inadmissible que je dépose cet amendement en ma qualité de parlementaire, notamment parce qu'il n'était pas au point sur le plan juridico-technique. Je l'ai tout de même déposé et un avis a été demandé aux services juridiques de la Chambre. Ces services concluent aujourd'hui qu'il n'existe pas d'objection juridico-technique de principe à un amendement du projet de loi.

Mon amendement tend à remplacer la dénomination « Bruxelles-National » de l'intitulé de l'article 2 par « Zaventem » parce qu'il s'agit de la dénomination géographiquement correcte et qu'il s'indique d'attribuer l'acception populaire à l'aéroport, et cela par respect pour l'homogénéité territoriale du Brabant flamand. D'autres pays européens utilisent d'ailleurs également la dénomination de la commune où se situe l'aéroport. Il s'agit également d'un amendement de principe car la communauté francophone ne reconnaît pas le principe de territorialité dans ce pays. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

22.02 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : En commission, le ministre a reproché à M. Mortelmans et à moi-même de manquer de fermeté dans notre défense de la cause flamande en utilisant la dénomination Zaventem au lieu de Bruxelles-National. Selon le ministre, tout cela fait partie de la Flandre. Or, malheureusement, ce pays est divisé en trois Régions, et Zaventem est situé en Région flamande. Il faut respecter les frontières régionales, ne fût-ce que pour tenter de contenir la tache d'huile bruxelloise. Le simple fait de donner un nom à un pan du territoire - comme Bruxelles-National - est en soi déjà une indication de l'existence de projets annexionnistes.

Quant aux autres arguments en faveur de cet amendement, M. Mortelmans les a déjà présentés. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

Le **président** : La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

23 **Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière (2858/1-4)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : Mme Valérie De Bue, rapporteur, se réfère à son rapport écrit.

23.01 Jef Van den Bergh (CD&V) : En commission, le fait que ce projet entraînerait une diminution du montant de l'amende a donné lieu à une discussion. L'incitation aux courses urbaines, qui constituait une infraction au Code de la route du 4^{ième} degré, deviendrait une infraction du 1^{er} degré.

Le ministre a souligné qu'il n'en serait rien mais l'arrêté royal qui devrait régler cette matière n'a pas encore été promulgué. Étant donné notre préoccupation en la matière, je demande au ministre de confirmer aujourd'hui l'engagement qu'il a pris en séance plénière.

23.02 Renaat Landuyt, ministre (*en néerlandais*) : J'ai déjà répondu à cette question en commission.

23.03 Jef Van den Bergh (CD&V) : Ce que je veux, c'est une confirmation.

23.04 Renaat Landuyt, ministre (*en néerlandais*) : Pas de problème : je vous confirme ce que j'ai dit en commission.

23.05 Jef Van den Bergh (CD&V) : Si c'est la réponse, autant supprimer la séance plénière !

23.06 Paul Tant (CD&V) : Le dédain avec lequel le ministre traite le Parlement est véritablement inouï ! S'il respectait un minimum les parlementaires, il écouterait et répondrait au moins aux questions qu'ils lui

posent !

23.07 Renaat Landuyt, ministre (*en néerlandais*) : Le respect doit venir des deux côtés. Etant donné que vous me posez identiquement les mêmes questions qu'en commission, mes réponses sont identiques à celles que je vous ai déjà données. Le CD&V s'agite inutilement. (*Tumulte et protestations sur les bancs du CD&V*)

23.08 Paul Tant (CD&V) : Notre système parlementaire veut que les projets de loi soient examinés une première fois en commission et une seconde fois en séance plénière de la Chambre. Ce second examen a la même valeur que le premier !

Le ministre Landuyt a la mauvaise habitude de se montrer grossier envers le Parlement. Il ne daigne même pas nous écouter. (*Tumulte*)

23.09 Jef Van den Bergh (CD&V) : Je n'ai pas demandé la même réponse. J'ai demandé si le ministre ne pouvait pas répéter ici son engagement.

23.10 Greta D'hondt (CD&V) : J'aurais d'ailleurs aimé aussi que la concertation de la majorité ne se déroule plus dans cet hémicycle mais en dehors. Peut-être les ministres seraient-ils alors davantage à l'écoute.

Le président : Voilà qui ne m'a pas frappé jusqu'ici.

23.11 Greta D'hondt (CD&V) : Pourtant, cela se passe comme cela chaque semaine!

23.12 Paul Tant (CD&V) : Et lorsque les ministres sont présents, ils n'écoutent même pas.

23.13 Renaat Landuyt, ministre (*en néerlandais*) : Je répète une fois encore que j'ai reproduit les propos que j'ai tenus en commission.

23.14 Paul Tant (CD&V) : A quoi bon une telle réponse? Je ne suis pas membre de cette commission.

Le président : Les commissions font rapport à l'assemblée générale et les membres doivent se fier aux rapports de commission. Il ne s'agit pas de refaire le débat en séance plénière, bien que soit chose trop fréquente.

23.15 Renaat Landuyt, ministre (*en néerlandais*) : J'ai bien écouté. C'est M. Van den Bergh qui n'a pas bien entendu.

L'incitation à commettre des infractions au code de la route devient elle-même une infraction générale. Il y a une spécification particulière pour l'incitation à pratiquer des vitesses excessives. C'est une infraction de la quatrième catégorie. M. Van den Bergh craignait que cela change. Ma réponse est et reste "non".

Le président : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2858/4)

L'intitulé a été modifié par la commission en "projet de loi modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière et la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur".

Le projet de loi compte 6 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 6 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

24 **Projet de loi modifiant la loi du 6 juillet 1971 portant création de La Poste et modifiant la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes (2780/1-5)**
- Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (2781/1-5)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces projets de loi. (*Assentiment*)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Mme Mues est malade. Elle est excusée. Elle renvoie à son rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2780. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2780/5)

Le projet de loi compte 32 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 32 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2781. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2780/4)

Le projet de loi compte 12 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 12 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

La séance est levée à 17 h 58. Prochaine séance ce jeudi 8 février 2007 à 18 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.04 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Gezondheidsredenen: Daniel Ducarme, Bruno Van Grootenbrulle, Philippe Collard, Yvette Mues, Annick Saudoyer en Guido Tastenhoye

Familieaangelegenheden: Yvon Harmegnies

Met zending: Stef Goris

Buitenslands: Geert Versnick

Federale regering

Freya Van den Bossche, vice-eersteminister en minister van Begroting en Overheidsbedrijven: gezondheidsredenen

André Flahaut, minister van Landsverdediging: NAVO (Sevilla)

Rudy Demotte, minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid: met zending buitenslands

01 Agenda

De **voorzitter**: Gisteren werd in de Conferentie van voorzitters besloten om de parlementaire werkzaamheden te hervatten in de tweede week van de paasvakantie.

01.01 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Het is toch schandalig dat er momenteel geen ministers aanwezig zijn. Waarom zijn zij er niet?

De **voorzitter**: Omdat er veel werk is, werd er gevraagd om de vergadering om 14.00 uur te beginnen. Ik heb de regeringsleden daarop gewezen. De eerste minister, minister Onkelinx en minister Dewael zullen iets later komen. Ook minister De Gucht kon nu nog niet aanwezig zijn.

01.02 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Op verzoek van de regering moeten wij onze paasvakantie inkorten, maar zelf is zij niet aanwezig bij de start van de plenaire vergadering. Als dit nog gebeurt, als ze haar wetsontwerpen te laat indient en de schriftelijke vragen – er is nu een achterstand van 1.200 vragen! – niet beantwoordt, dan zal mijn fractie niet meer aanwezig zijn na de paasvakantie!

De **voorzitter**: Ik begrijp uw reactie. De regering had hier moeten zijn.

01.03 Pieter De Crem (CD&V): Minister Onkelinx wil bedrijven laten sluiten die meermaals werden veroordeeld voor bepaalde feiten. Moet dat ook niet worden toegepast op de regering? (*Glimlachjes*)

Aangezien de regering niet aanwezig is, stel ik voor dat de vergadering wordt geschorst en dat de aanwezigheid van de regering wordt gevorderd.

Deze afwezigheid rijmt helemaal niet met de vraag om in april een week meer te werken. Als bovendien de meerderheid niet in aantal is in de commissievergaderingen, zoals deze week weer meermaals gebeurde, dan zal ik het Reglement gebruiken om de werkzaamheden te blokkeren.

De **voorzitter**: De meerderheid moet ervoor zorgen dat zij in aantal is. Reeds twee weken stuur ik aan elke fractieleider een aanwezigheidslijst van de leden van zijn fractie.

Er is nog geen minister aanwezig. Ik zal de vergadering schorsen.

De vergadering wordt geschorst om 14.08 uur.

De vergadering wordt hervat om 14.16 uur.

Vragen

02 Samengevoegde vragen van

- de heer Jean-Claude Maene aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de dood van een brandweerman, de hervorming van de hulpdiensten en het statuut van vrijwillig brandweerman" (nr. P1773)

- de heer François Bellot aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de dood van een brandweerman, de hervorming van de hulpdiensten en het statuut van vrijwillig brandweerman" (nr. P1774)

- mevrouw Brigitte Wiaux aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de

dood van een brandweerman, de hervorming van de hulpdiensten en het statuut van vrijwillig brandweerman" (nr. P1775)

02.01 Jean-Claude Maene (PS): Gisteren is een jongeman van 28 omgekomen toen hij als vrijwillig brandweerman een brand hielp blussen. Als brandweerman had hij een uitstekende opleiding genoten en hij had reeds zijn sporen in Parijs en Brussel verdiend.

Die mensen nemen dagelijks risico's voor onze veiligheid. In het licht daarvan zou ik willen vernemen wat de overheid doet om de veiligheid van onze burgers te waarborgen en aan alle veiligheidsnoden tegemoet te komen.

Zal het door ons onlangs opgerichte kenniscentrum het voorval in Rochefort nader onderzoeken zodat we er lering uit kunnen trekken voor de geplande hervorming?

Die hervorming wordt nu al drie jaar voorbereid, wat ruim voldoende is. Blijkbaar is er een consensus over de uitvoering ervan. De kwestie van een alternatieve financiering, in het bijzonder door de verzekeringsmaatschappijen, is nog niet opgelost. We moeten snel de nodige middelen voor die hervorming zien te vinden.

Het opleidingscentrum te Florival bijvoorbeeld wordt niet volledig benut. We stellen voor in alle diensten beroepsbrandweerlieden op te nemen. De samenwerkingsverbanden en de rechtspositie zouden eveneens kunnen verbeterd worden, voordat de hervorming in haar geheel wordt doorgevoerd.

02.02 François Bellot (MR): Gisteren heeft de bevolking uitgebreid haar medeleven betuigd met die jongeman die eerst beroepsbrandweerman in Parijs en Brussel en later vrijwilliger in Rochefort was. De man vond de dood bij een *flash-over*, een verraderlijk verschijnsel dat de brandweerlieden welbekend is.

In tegenstelling tot de theoretische opleiding van de brandweerlieden schiet de praktische opleiding tekort. Is de minister bereid om het nodige geld uit te trekken voor de aanleg van voorzieningen waar brandweerlieden zich kunnen trainen, onder andere tijdens de simulatie van een *flash-over*? Dergelijke uitrustingen kosten tussen 150.000 en 200.000 euro. We vinden dat er een per opleidingscentrum zou moeten zijn. Volgens de statistieken van de brandweerkorpsen van Rochefort en de buurgemeenten doen zich gemiddeld twee *flash-over* per jaar voor.

Het risico van een *flash over* is nog groter indien er polymeren in de constructie aanwezig zijn. Dat is vooral zo in grote gebouwen met valse plafonds, die echte rookvallen zijn.

De brandweerkorpsen kunnen zich zelf tegen die risico's verzekeren door in rentes en schadevergoedingen voor ongevallen te voorzien. Moeten in het kader van de hervorming geen minimumnormen worden opgelegd teneinde iedereen dezelfde dekking te bieden?

Ten slotte moeten de risico's in de industriegebouwen worden onderzocht en moet worden nagegaan of de normen voldoende duidelijk zijn voor de preventieambtenaren.

02.03 Brigitte Wiaux (cdH): Brandweerlieden worden op elk moment en in alle omstandigheden ingeschakeld. Onze gedachten gaan vandaag naar de jonge brandweerman die omgekomen is.

In de hervorming, die al drie jaar wordt aangekondigd, zou het statuut van de brandweer via besluiten en niet in een wet worden geregeld. De brandweer is al jaren vragende partij voor een erkenning als risicoberoep. Zal een en ander zijn beslag krijgen in het ontwerp tot hervorming van de brandweerdiensten? Welke initiatieven zal u nemen om de praktische opleiding van de brandweerlieden te verbeteren? Wat zal u ondernemen om de psychologische begeleiding voor deze beroepscategorie, die vandaag onvoldoende lijkt, te versterken?

02.04 Minister Patrick Dewael (Frans): Ik breng hulde aan Éric Perot, die gisteren in Rochefort om het leven kwam tijdens de uitoefening van zijn functie. Ik heb zijn vrouw en twee kinderen mijn oprechte deelneming betuigd, en heb het koninklijk besluit ondertekend waarbij hij postuum onderscheiden wordt.

Wie bij de hulpdiensten werkt, weet dat zijn functie niet zonder gevaar is. Het is aan de politici om in een kader te voorzien waarmee die risico's zo veel mogelijk beperkt worden.

Voor de organisatie van de brandweer zijn de steden en gemeenten bevoegd.

Een hervorming van de brandweer, naar het voorbeeld van de politiehervorming, is nodig. Ook hier moeten meergemeentezones gecreëerd worden met het oog op een betere organisatie van de middelen, het personeel en de opleidingen.

De ministerraad zou het in december 2006 reeds goedgekeurde maar intussen aan de opmerkingen van de Raad van State aangepaste ontwerp normaal gezien morgen moeten goedkeuren.

Dit alles heeft de nodige tijd in beslag genomen, want ik wilde een en ander via de commissie-Paulus wetenschappelijk onderbouwen. Er diende ook rekening gehouden te worden met de opmerkingen van de Raad van State, en met de door de steden en gemeenten veroorzaakte vertraging. Ik begrijp de houding van de steden en gemeenten in deze overigens niet, want de totale kosten zullen niet stijgen!

Sinds het begin van deze regeerperiode heeft de regering de kredieten voor de brandweer verhoogd. Voor vorming alleen al is het budget gestegen van ongeveer 1 miljoen euro in 2003 naar 2,1 in 2007.

Voor de praktische opleidingen, meer bepaald voor de *flash-over*, werd 890.000 euro vrijgemaakt.

Ik wens dat dit wetsontwerp, dat morgen door de ministerraad zou moeten worden goedgekeurd, zo snel mogelijk en in ieder geval voor het einde van de regeerperiode wordt behandeld. Dan wordt de hervorming onomkeerbaar.

De vakbondsorganisaties wensen dat het statuut op een aantal punten wordt verbeterd. Ze vragen dat het beroep als risicoberoep zou worden erkend en dat de pensioenleeftijd zou worden verlaagd. Die vragen vallen onder de bevoegdheid van de ministers van Werk en van Pensioenen. Er bestaat echter wel een werkgroep, onder mijn voorzitterschap, samengesteld uit vertegenwoordigers van de kabinetten van Openbaar Ambt, Sociale Zaken, Pensioenen, Werk en uit de vice-eersteministers.

De flash-overopleidingen worden trouwens niet alleen in het buitenland georganiseerd. Ze worden ook al gegeven in bepaalde provinciale brandweerscholen (West- en Oost-Vlaanderen, Antwerpen, Limburg, Vlaams-Brabant en Brussel). Niet alle gemeenten maken echter van die mogelijkheden gebruik. Wanneer de hervorming goedgekeurd zal zijn, zullen die opleidingen worden veralgemeend.

02.05 Jean-Claude Maene (PS): De PS-fractie wil in dit dossier snel en goed te werk gaan. In die tekst, die op het niveau van de Vereniging van steden en gemeenten de nodige tijd vergde, werden alle voorzorgen in acht genomen. U heeft ons gerustgesteld: de gemeenten zullen niet met bijkomende lasten worden opgezadeld.

Ik wijs er tevens op dat u het federale opleidingscentrum van Florival en het Kenniscentrum, dat kan bijdragen tot de expertise, te uwer beschikking heeft. U beschikt over een instrument, het volstaat het te doen functioneren!

02.06 François Bellot (MR): Ik vraag dat de commissie voor de Binnenlandse Zaken de tekst snel zou bespreken zonder hem evenwel af te roffelen.

Volgens de minister beschikken alle Vlaamse opleidingscentra over infrastructuur voor het oefenen van flash-oversituaties. Waarom ontbreekt die infrastructuur in Wallonië?

Ten slotte wil ik hulde brengen aan de solidariteit van de brandweerkorpsen naar aanleiding van dit drama. Ze oefenen een risicoberoep uit en staan ten dienste van de hele gemeenschap. We moeten hen daar allemaal voor bedanken.

02.07 Brigitte Wiaux (cdH): Het spreekt voor zich dat brandweerlieden een risicoberoep uitoefenen. Ik noteer dat het ontwerp van hervorming binnenkort aan de commissie wordt voorgelegd. U zegt dat het geen

budgettaire gevolgen heeft voor de gemeenten. Ik ben benieuwd.

U wil tevens tegemoetkomen aan de eisen van de brandweerkorpsen inzake hun statuut en hun opleiding. We blijven die aangelegenheid met aandacht volgen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Gerolf Annemans aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het koninklijk bezoek aan Congo" (nr. P1776)

03.01 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Er is wel al een parlementaire gedachtewisseling over gehouden, maar ik wil de minister alsnog een formele vraag *on the record* stellen over deze problematiek. De verwarring over het koninklijk bezoek aan Congo wordt nu immers erg groot.

Minister De Gucht zelf had het in zijn commentaar bij de voorbije Congolese verkiezingen over allerlei problemen: presidentskandidaten die opgesloten worden en voor militaire rechtbanken moeten verschijnen, negentig doden bij de viering van de democratie en een regering *à la belge* van zestig ministers. Toch lijkt minister De Gucht eruit te concluderen dat het koninklijk bezoek toch moet doorgaan.

De minister wordt wellicht aangevuurd door zijn voorganger Louis Michel die ondertussen al min of meer teruggefloten is door de Europese Commissie. Mevrouw Doornaert commentarieerde messcherp in *De Standaard* de emotionele verklaringen van onze Europese commissaris "dat Congo een democratie is en dat wanneer de Vlaamse socialisten bezwaren blijven maken tegen het koninklijk bezoek, ze arrogant en neokolonialistisch zijn". Oostenrijk was in 2000 wél een stevige democratie, maar het is – volgens mevrouw Doornaert – op zijn minst overmoedig om zo iets nu over Congo te beweren.

De bewoordingen van sp.a-kamerfractieleider Van der Maelen in *Knack* over de aanduiding van Pierre Chevalier als bijzondere gezant zijn zeer scherp. Volgens hem zullen we weinig vooruitgang boeken nu een bestuurder van een van de grootste mijnondernemers in de regio als gezant is aangeduid om in New York te gaan pleiten voor een herziening van de mijncontracten.

Begrijpt de minister de kritiek van de heer Van der Maelen? Heeft de minister al met Louis Michel gesproken over diens emotionele uitval? Komt er nu al dan niet een koninklijk bezoek aan Congo?

03.02 Minister Karel De Gucht (Nederlands): Ik heb nog niet met Louis Michel gesproken. Hij is geen lid van de Belgische regering, zodat zijn visie niet relevant is voor de standpuntbepaling van de Belgische regering. De Europese Commissie moet zijn commentaren beoordelen. Ik heb dit trouwens ook al gezegd in de commissie Buitenlandse Zaken, in aanwezigheid van de heer Van den Eynde.

03.03 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Er is geen verslag van die zitting.

03.04 Minister Karel De Gucht (Nederlands): Alles in die vergadering was *on the record*, want op het einde zijn er twee verslaggevers aangeduid. De heer Annemans had er natuurlijk bij kunnen zijn.

Ik ben verwonderd over - onder meer - de commentaar van de heer Van der Maelen op de aanduiding van de heer Chevalier. Iedereen in binnen- en buitenland heeft verklaard dat hij vorig jaar een uitstekend speciaal gezant was voor de OVSE. Ik verleng dit mandaat voor de Veiligheidsraad omdat ikzelf met een aantal zaken onmogelijk kan bezig zijn, zoals bijvoorbeeld onze verantwoordelijkheid inzake Ethiopië-Eritrea. Op basis hiervan leidt men een vermeende wijziging in onze Congopolitiek af en in ons beleid inzake de bodemrijksdommen aldaar. Ik wil doen opmerken dat ik eerder, tegen de wetgeving in, van iedereen het akkoord kreeg dat de munitiefabriek van de heer Forrest er niet mocht komen in Tanzania.

Als men vindt dat De heer Chevalier als speciaal gezant iets verkeerd doet, mag men mij daar *on the record* over interpellieren.

Over het koninklijk bezoek zeg ik niets meer. Als de heer Annemans nu nog niet weet wat ik erover denk heeft hij een ernstig informatieprobleem. Aangezien er momenteel geen officiële uitnodiging is, heeft de regering evenmin een officiële reactie. Ik betreur dat de discussie opgestart is, omdat iemand - en niet ik - loslippig is geweest.

03.05 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Een gedachtewisseling is niet hetzelfde als het stellen van een vraag in commissie, waarover er onmiddellijk een verslag is. De voorzitter heeft alleszins mijn vraag niet onontvankelijk verklaard.

Ik heb niet veel geleerd uit dit antwoord. Met betrekking tot de heer Chevalier is het niet het Vlaams Belang, maar wel de heer Van der Maelen - tot nader order toch coalitiepartner van de VLD - die bezwaren koestert tegen diens aanduiding. Minister De Gucht moet blij zijn dat de kritiek voor een keer niet uit zijn eigen partij komt. Ik mag mij bovendien toch vragen stellen als ik de regering zo overhoop zie liggen? De minister mag natuurlijk degene beschuldigen die gelect heeft over de koninklijke reis, maar hij mag het mij niet verwijten dat ik opnieuw vragen stel als die uitnodiging er effectief is.

De **voorzitter**: Vragen staat vrij in deze Kamer.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Hendrik Daems aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de Belgische positie in de Veiligheidsraad inzake Iran" (nr. P1777)

04.01 Hendrik Daems (VLD): Uit een aantal gesprekken die de kamercommissie voor de Buitenlandse Zaken in Washington heeft gevoerd, blijkt dat er zware veronderstellingen bestaan, dat de VS op zijn minst een contingentieplan hebben om op te treden tegen Iran. De voorzitter van een van de vele invloedrijke denktanken in Washington zegt zelfs dat de VS voor eind april militaire acties zullen uitvoeren op Iraans grondgebied. Op onze vragen hierover krijgen wij stevast het dubbelzinnig antwoord dat de VS geen aanval overwegen, maar dat men ook nooit 'nooit' mag zeggen.

Ondertussen hebben de VS een tweede vliegdekschip naar de Perzische Golf gestuurd en zegt admiraal William Fallon dat hij niet gekant is tegen een nieuwe *coalition of the willing* tegen Iran. Daarenboven ziet president Bush zichzelf als een man met een missie die zegt de 'stromen Iraanse steun aan het terrorisme in Irak' te willen vernietigen.

Kortom, we mogen het risico van een Amerikaans aanval tegen Iran niet onderschatten. *(De heer De Crem maakt een 'afrondend' gebaar)*

Meneer De Crem, dit belangt ook ons aan! Wat als er hier morgen een zot een zelfmoordaanslag pleegt omdat Iran door de USA wordt gebombardeerd? In deze 'geglobaliseerde' wereld kan iets wat drieduizend kilometer verder gebeurt, wel degelijk ook gevolgen hebben voor ons.

Dit en volgend jaar zetelt België in de VN-Veilighedsraad. België wordt alom gerespecteerd om zijn diplomatieke kwaliteiten. Bovendien zitten wij het sanctiecomité Iran voor. Er zal dus enig initiatief van ons worden verwacht. Wat zal de minister in de Veiligheidsraad ondernemen om het risico van een aanval op Iran weg te nemen? Is de minister niet van mening dat een aanval op Iran een vorm van waanzin zou zijn?

04.02 Minister Karel De Gucht (*Nederlands*): Als voorzitter van het sanctiecomité heeft België inderdaad een bijzondere verantwoordelijkheid in dit dossier. Het doel van de sancties is Iran ertoe te brengen opnieuw aan de onderhandelingstafel plaats te nemen. De VS vragen de EU om ook de financiële stromen aan verregaande sancties te onderwerpen. Dat wordt momenteel onderzocht. De Raad Algemene Zaken van de EU heeft in ieder geval al een aantal verregaande beslissingen genomen.

De sancties zijn noodzakelijk om Iran te doen inzien dat resoluties van de Veiligheidsraad niet zonder gevolgen kunnen worden genegeerd. Door de druk op het land te verhogen, hopen wij dat Iran beseft dat er een regeling moet komen. Er zijn goede voorstellen gedaan, door de EU-vertegenwoordiger Javier Solana én door de VS. Een van de mogelijkheden is het opschorten van de uraniumverrijking om nieuwe onderhandelingen te kunnen starten.

Een diplomatieke oplossing is volgens dus mij nog steeds mogelijk.

Inderdaad, links en rechts horen we dreigementen over een oorlog. Bepaalde denktanken hebben er natuurlijk alle belang bij om die dreigementen uit te vergroten. Onze houding is in ieder geval duidelijk: een militaire actie tegen Iran is uit den boze, er moet onderhandeld worden. Wij zullen daaraan trachten bij te dragen door het sanctiecomité zo objectief mogelijk besturen.

04.03 Hendrik Daems (VLD): Toch mag de mogelijkheid dat de VS Iran zullen aanvallen, niet worden onderschat. Het is mogelijk dat zij de oorlog in Irak willen oplossen door Iran, dat zij als een van de oorzaken zien, aan te pakken.

Ik dien een resolutie in om de Belgische initiatieven ter zake kracht bij te zetten.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- **de heer Melchior Wathelet** aan de eerste minister over "het Kyoto-Plusplan" (nr. P1766)

- **mevrouw Muriel Gerkens** aan de eerste minister over "het Kyoto-Plusplan" (nr. P1767)

05.01 Melchior Wathelet (cdH): Het is helemaal niet zeker dat de doelstellingen van het eerste Kyotoplan zullen worden gehaald. U heeft echter een Kyoto-Plusplan voorgesteld. U wil met name de gezinnen vragen hun gedrag drastisch te wijzigen. U had het tevens over een belasting op de CO₂-uitstoot veeleer dan op de productie.

Welke voorstellen zal u formuleren? Hoe zit het met de vervoerssector, de nucleaire sector en de betrekkingen met de Gewesten en met Europa?

Ik hoop dat dat initiatief geen vals milieuargument zal blijken te zijn, zoals het geval was met de taks op de verpakkingen.

05.02 Muriel Gerkens (ECOLO): U bent blijkbaar pas na het zien van de film van Al Gore tot het besef gekomen dat er absoluut iets moet worden ondernomen. Maar om de opwarming van de aarde aan te pakken moet men veel meer doen dan mooie beloften formuleren. U kondigt een ambitieus Kyoto-Plusplan aan. Ik verheugde er mij al op eindelijk te horen welke concrete maatregelen u van plan bent te nemen.

Maar minister Tobback, die bevoegd is voor de uitvoering van dat dossier, antwoordt dat u het ontwerp op de jongste ministerraad niet aan de orde gesteld heeft, en dat hij niet weet wat er in uw plan staat. Hoe denkt u het stadium van de intentieverklaringen achter u te laten en vier jaar inertie teniet te doen?

05.03 Eerste minister Guy Verhofstadt (Frans): Hoezo vier jaar inertie? De regering heeft een plan goedgekeurd, en er werd overleg gepleegd met de Gewesten om te beslissen wie wat zal doen!

Met haar plan beoogt de regering de CO₂-uitstoot met 7,5 procent terug te dringen. Op dat punt hebben we een akkoord bereikt met de drie Gewesten.

De Europese Commissie eist dat we de maatregelen specificeren die genomen moeten worden om de CO₂-uitstoot met 4,8 miljoen ton te verminderen. De Gewesten bereiden een aantal aanvullende maatregelen voor om die vraag te beantwoorden. Op de vergadering van het overlegcomité begin maart zal ik hierop

terugkomen om mij er terdege van te vergewissen dat ons land een afdoend antwoord zal formuleren.

Wat ik heb gezegd, is dat we het in de toekomst over Kyoto-Plus zullen hebben, want we moeten nu al aan de follow-up van Kyoto denken. De heer Tobback had het helemaal niet over aarzelingen, maar heeft gezegd dat dit een opdracht wordt voor de volgende regering. We moeten daar vandaag echter al aan denken. We moeten immers een gedragswijziging tot stand brengen bij de burgers, de gezinnen en de maatschappij en een belasting op de CO₂-uitstoot organiseren. Ik stel vast dat de Gewesten daarover beginnen na te denken en dat is positief. Daarover gaat het wanneer ik het over Kyoto-Plus heb: de bestaande maatregelen op korte termijn versterken.

05.04 Melchior Wathelet (cdH): U bent erin geslaagd over Kyoto-Plus te praten zonder een enkel concreet idee aan te halen, behalve de ideeën die de Gewesten hebben aangebracht! (*Applaus op de banken van cdH en CD&V*)

Ik kan niet meer doen dan de ideeën die we naar voren hebben gebracht, in herinnering brengen. Op het Europese niveau interesseert de belasting op kerosine me in het bijzonder. Vergeet echter ook niet onze voorstellen op het vlak van de bouw en van de aankoop van wagens, en dan heb ik het nog niet over al onze voorstellen op het regionale vlak! Telkens we voorstellen over die thema's hebben ingediend, haalden ze nooit de agenda.

De premier moet ook niet komen aanzetten met valse goede ideeën als de Gore tax, want die staat gelijk met een nieuwe belasting op de bedrijven, onder het mom van het milieu.

Wees vooral niet bang om u de voorstellen van de oppositie toe te eigenen! (*Applaus op de banken van de oppositie*)

05.05 Muriel Gerkens (ECOLO): Enkele dagen geleden schreef een Franstalige columnist dat het aankondigingseffect wellicht de ergste vijand is voor de gevolgen van de klimaatopwarming. Ik deel dat standpunt want ik ben de mening toegedaan dat woorden een betekenis hebben. België heeft een Kyotoplan ondertekend en er is een Kyoto II-plan aan de orde; het is dan ook allesbehalve zinvol om met een "Kyoto-Plusplan" dat een lege doos is, op de propen te komen !

Daarenboven kondigt u fiscale maatregelen aan. U zegt dat de Belgen een andere houding moeten aannemen. Dat u plots onze stellingen onderschrijft, kan ik alleen maar toejuichen. Toch had ik van u concrete voorstellen verwacht, met name inzake heffingen. In plaats van een echte heffing op CO₂-emissies voert u nu een pseudo-heffing op verpakkingen in, en dit terwijl verpakkingen slechts goed zijn voor minder dan 1 procent van de CO₂-emissies. Ik zou u liever de 4X4 terreinwagens en de bedrijfsvoertuigen zien aanpakken.

Nu heeft u vier maanden tijd om ons ervan te overtuigen dat met het door u aangekondigde Kyoto-Plusplan de verbintenissen van de Belgische overheid zullen worden nagekomen.

Het incident is gesloten.

06 Samengevoegde vragen van

- de heer Gerolf Annemans aan de eerste minister over "het wetsontwerp betreffende de aansprakelijkheid van rechtspersonen" (nr. P1768)

- de heer Pieter De Crem aan de eerste minister over "het wetsontwerp betreffende de aansprakelijkheid van rechtspersonen" (nr. P1772)

De **voorzitter**: Dit zijn twee vragen over het wetsontwerp betreffende de aansprakelijkheid van rechtspersonen. De heer Crem had zijn vraag oorspronkelijk gericht aan de minister van Justitie, maar de eerste minister is bereid beide vragen te beantwoorden.

06.01 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): De lichaamstaal die hier getoond wordt door de premier en de vice-premier is meteen al een stuk van het antwoord.

Wie dacht dat de regering zich bezig zou houden met de bestrijding van de criminaliteit en de recidivisten, of met het omzetten van het gunstige economische klimaat in een gunstig bedrijfsklimaat, vergist zich. Dankzij de kranten van vandaag weten we dat de regering bezig is met het buiten de wet stellen van recidiverende criminele bedrijven. Zijn dat nu dringende zaken waar de burger van wakker ligt?

Minister Onkelinx heeft zelfs een ontwerp klaar. Er bestaat verwarring over waar dit ontwerp zich nu bevindt. De eerste minister praatte vandaag voor de televisiecamera's zijn liberale achterban naar de mond en verzekerde dat het ontwerp er niet zou komen. Volgens Frederic Vroman, een adviseur van minister Onkelinx, werd het ontwerp echter op de Ministerraad van 3 maart al goedgekeurd en werd het, na enkele kleine aanpassingen als gevolg van het advies van de Raad van State, nu ingediend. Was de premier dan niet waakzaam op die Ministerraad? Wat werd er nu uiteindelijk goedgekeurd?

06.02 Pieter De Crem (CD&V): Mijn vraag was inderdaad tot minister Onkelinx gericht, maar de premier trekt het antwoord blijkbaar naar zich toe. We hebben dus dringend een antwoord nodig op de vraag of er binnen de regering een akkoord bestaat over dit ontwerp. Volgens minister Onkelinx, de minister voor de sluiting van bedrijven, ging de regering op de Ministerraad van 3 maart 2006 akkoord met de strekking ervan. Dit ontwerp is nochtans een echte provocatie, zeker nu het VBO net vandaag zijn staten-generaal organiseert. Minister Onkelinx gaat met dit ontwerp nog een stap verder dan de economische theorieën van Mao. Het is een schandelijke boodschap aan het bedrijfsleven, maar ook aan de werknemers van die bedrijven.

Sinds de kwestie-Nepal is er blijkbaar nog niet veel veranderd aan de manier waarop een Ministerraad verloopt. Het is nog steeds een duiventil. We moeten vaststellen dat in dit land gangsters makkelijker weggkomen dan bedrijven.

Zal dit ontwerp er komen of niet? Is er een akkoord?

06.03 Eerste minister Guy Verhofstadt (*Nederlands*): de heer De Crem baseert zich op foutieve informatie in een krantenartikel. Ik betreur ook de demagogische manier waarop hij tegen dit dossier pleit. Wie is Mao? Bedoelt hij misschien voormalig premier Dehaene? Deze wetgeving dateert immers al van 4 mei 1999. Door die wet kan de rechter overgaan tot de tijdelijke of definitieve sluiting wanneer een bedrijf een bepaalde wetgeving overtreedt of criminele activiteiten ontwikkelt. Dat kan gaan om overtredingen van de prijzenwet of drugwet. Wie ben ik om het beleid van mijn voorganger te becommentariëren? De heer De Crem doet dat echter wel.

Op basis van een aantal OESO-aanbevelingen wordt de wet-Dehaene van 1999 nu bijgeschaafd: in geval van recidive bij zware misdrijven of overtredingen kan de rechter overgaan tot sluiting van een bedrijf. Dit principe wordt door het VBO niet bekritiseerd, zoals blijkt uit de persmededeling van het VBO in maart 2006, onmiddellijk na de goedkeuring van het wetsontwerp in de Ministerraad. Het enige twistpunt voor het VBO - vandaar het artikel in de pers - blijft de precieze bepaling van die recidive. Het VBO gaat alleen akkoord bij recidive van dezelfde feiten, niet bij misdrijven in het algemeen waarop een sanctie staat van meer dan 132.000 euro.

Een tweede wetswijziging op aanbeveling van de OESO betreft de mogelijke uitsluiting uit openbare offertes, maar dat is nogal evident. Alle opmerkingen van de Raad van State werden overigens in het wetsontwerp verwerkt. Ik benadruk tot slot nogmaals het duidelijke standpunt van het VBO van 11 mei 2006 dat ik hier aan de Kamer bezorg.

De regering zal de tekst van het ontwerp indienen bij het Parlement. De discussie over de recidive kan daar gerust worden beslecht. Wie echter zegt dat de regering met deze wet het ondernemersklimaat aantast en de bedrijven pest, doet aan desinformatie en berokkent het land zelf nadeel.

06.04 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Wij reageren op de krantenberichten, maar volgens de premier is de krant weer fout. VOKA en VBO spreken nochtans duidelijk van een ramp. En het is toch eerste minister Verhofstadt zelf die via zijn woordvoerder en *Belga* heeft laten weten dat het wetsontwerp-Onkelinx terug naar de Ministerraad moest, waar hij het namens de VLD zou betwisten. Wellicht is de premier ondertussen gezwicht voor minister Onkelinx.

Het wetsontwerp wordt dus niet teruggetrokken door de VLD, ondanks twaalf bladzijden opmerkingen van de juridische dienst van het VBO. De ondernemers beschuldigen de premier ervan het ondernemerschap onmogelijk te maken. Wij zullen nagaan of hij een bocht van 180 graden maakt om toch maar met de PS verder te kunnen besturen.

06.05 Pieter De Crem (CD&V): Er is een akkoord binnen de regering. De VLD zal dit dus slikken. De premier verwijst naar een persmededeling van maart 2006, maar dat interesseert ons niet. We zijn nu 8 februari 2007 en de tekst is nu nog slechter dan vorig jaar. Dit is wetgeving om de bedrijven te pesten.

De eerste minister zegt dat dit ontwerp in het Parlement mag worden besproken. Het kan dan hetzelfde lot ondergaan als het Europees referendum en eindigen op niets. De VLD zal zijn staart weer eens braafjes intrekken.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Roel Deseyn aan de eerste minister over "de maatregelen na de moord op Joe Van Holsbeeck" (nr. P1769)

07.01 Roel Deseyn (CD&V): In Oostende deed zich een zeer spijtig incident voor waarbij een jongen van 18 jaar stierf omdat hij weigerde een sigaret te geven. Het vertrouwen van de mensen in de samenleving en de overheid is geschokt. Een jaar geleden stierf ook Joe Van Holsbeeck een even zinloze dood. De politiek kan weliswaar niet alles voorkomen, maar toen kondigde de regering toch een reeks maatregelen aan tegen de onveiligheid en het zinloze geweld. Wat is daarvan in het voorbije jaar effectief uitgevoerd?

07.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (*Nederlands*): Ik stel voor dat wij daarover een ruimer debat organiseren dan wat in het kader van de mondelinge vragen mogelijk is. Ik heb een nota bij me met de stand van zaken op de acht terreinen ter bestrijding van de jeugddelinquentie, allemaal maatregelen die na de dood van Joe Van Holsbeeck door de federale regering werden getroffen in overleg met de regionale regeringen.

Er werden verschillende maatregelen genomen tegen spijbelen, *steaming* en *racketing*. Elke politiezone kreeg een specifiek politiepunt waar scholen met die problemen terechtkunnen.

Het toezicht op het openbare domein en bij het openbare vervoer werd verhoogd, in samenwerking met de regionale overheden. Het operationele politiekorps werd versterkt met 2.000 politiebeambten die in het straatbeeld zichtbaar zijn.

Inzake wetgevende initiatieven keurde het Parlement de wapenwet goed. Het opsporings- en vervolgingsbeleid werd met prioriteit ingeschreven in de veiligheidsplannen van de politiezones en wordt ook prioritair behandeld door de procureurs des Konings in de verschillende arrondissementen.

De strafmaat voor agressie tegen personen met een risicovol beroep is verhoogd en er werden nieuwe alternatieve en administratieve sancties uitgewerkt.

Welke maatregelen zullen er nog worden genomen? De nieuwe wet op de jeugdbescherming en jeugddelinquentie laat ons toe om nieuwe straffen en maatregelen uit te werken, zoals het huisarrest. Verder zullen dossiers worden behandeld door gespecialiseerde jeugdkamers, die worden opgericht tegen september 2007. Herstelprojecten, herstelbemiddeling en herstelgericht groepsoverleg worden georganiseerd tegen april 2007. Tot slot komt er een nieuw gesloten centrum voor jeugdige delinquenten in Florennes.

Voor het onthalen van slachtoffers werden er twintig personeelsleden aangeworven voor de justitiehuisen en 54 voor de gerechtsgebouwen.

Op het volgende Overlegcomité zal hierover opnieuw worden gesproken met de Gemeenschappen.

De **voorzitter**: Ik zal alle leden de tekst bezorgen.

07.03 Roel Deseyn (CD&V): Er worden verschillende maatregelen gepland, maar wat zijn de concrete resultaten? De begroting voor het jeugdcentrum in Florennes is niet rond. Meer politieaanwezigheid is niet alleen nuttig in Brussel, er moet ook een grotere alertheid zijn op alle openbare plaatsen. De plannen rond *steaming* en afpersing moeten worden uitgevoerd, want jongeren worden steeds kwetsbaarder op straat. Ik vind dat ook de lokale overheden meer mogelijkheden moeten krijgen om tijdig in te grijpen en sancties op te leggen. Er zullen ook meer inspanningen nodig zijn voor slachtofferhulp, want de aanwerving van twintig personeelsleden voor Vlaanderen zal niet volstaan.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer **Patrick De Groote** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de Batasuna-afluisterzaak" (nr. P1770)
- de heer **Walter Muls** aan de vice-eerste ministeren minister van Justitie over "de Batasuna-afluisterzaak" (nr. P1771)

08.01 Patrick De Groote (N-VA): In Elsene werd een afluisterapparaat gevonden in de woning van een lid van de Baskische groepering Batasuna. Tot 2004 woonde in het pand een Europarlementslid. Een dergelijk toestel mag enkel op last van een onderzoeksrechter worden geplaatst bij het voeren van een concreet onderzoek. Heeft een Belgische dienst de apparatuur geplaatst? Voerden de Belgische autoriteiten een onderzoek naar de bewoners van de woning? Was dit een gezamenlijke actie met de Spaanse autoriteiten? Zal er een gerechtelijk onderzoek worden geopend over de plaatsing van het toestel? In hoeverre controleren Belgische diensten de buitenlandse inlichtingendiensten?

08.02 Walter Muls (sp.a-spirit): De woning waarin het toestel werd gevonden, werd gehuurd door een voormalig Europees parlements lid van Batasuna. Als pacifist en democraat verdedig ik fundamentele rechten en vrijheden en die worden geschonden door het plaatsen van afluisterapparatuur. De plaatsing van zo een toestel is enkel toegestaan na een gerechtelijk bevel.

Aangezien de Belgische autoriteiten dit toestel niet hebben geplaatst, is er sprake van een misdrijf. Nochtans beweert het federaal parket geen onderzoek te hebben geopend. Men heeft enkel de lokale politie laten nagaan of de bewoners een klacht zouden indienen.

Was de Staatsveiligheid op de hoogte van het toestel en heeft zij die aanwezigheid aan het parket gemeld? Wat zal het federaal parket nu doen? Welke middelen heeft de Staatsveiligheid voor het voeren van contraspionage en om na te gaan of de Belgische wet wordt nageleefd door de talloze ambassades en buitenlandse diensten op ons grondgebied?

08.03 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Het federaal parket was niet op de hoogte van de feiten voordat de persberichten verschenen.

(Frans) Het federaal parket is niet op de hoogte van een klacht van het europarlementslid. Het parket ontkent dat de apparatuur waarover *De Morgen* het heeft, in het kader van een federaal dossier zou geplaatst of gebruikt zijn. Voorts zijn de aangeklaagde feiten geenszins bewezen. De Staatsveiligheid is nog niet in staat om dergelijk materieel te gebruiken en kan het dan ook niet gedaan hebben.

(Nederlands) Het is mogelijk dat Batasuna een klacht indient. Als er een gerechtelijk onderzoek wordt gevoerd, zal worden nagegaan of de bewoners daadwerkelijk werden afgeluisterd. Indien het toestel werd geplaatst door buitenlandse inlichtingendiensten, dan werd het soevereiniteitsbeginsel geschonden. We moeten wachten op de conclusies van het gerechtelijk onderzoek.

08.04 Patrick De Groote (N-VA): Ik hoop dat we tenminste niet wachten tot de verantwoordelijken zichzelf

aangeven. Dat de Belgische overheden betrokken zijn, wordt in alle toonaarden ontkend. Maar ze hadden zich wel wat meer mogen inspannen om de verantwoordelijken te vinden. Deze illegale praktijken moeten grondig onderzocht worden. Als het waar is dat de installatie al in 2004 in de woning aanwezig was, dan werd een Europarlementslid afgeluisterd. Burgers af luisteren tegen wie geen onderzoek loopt, vormt een aantasting van hun fundamentele rechten.

08.05 **Walter Muls** (sp.a-spirit): Ik sta paf. Onze wetgeving kent slechts twee klachtmisdrijven: laster en belaging. Eender welk ander misdrijf kan en moet het parket ambtshalve onderzoeken. Toch zegt de minister dat we wachten tot er een klacht komt. Daarmee geeft zij het signaal aan buitenlandse inlichtingendiensten dat zij rustig kunnen af luisteren zolang de betrokkenen dit niet ontdekken en een klacht indienen. Dit is een gevaarlijk precedent.

Ik hoop dat er een gerechtelijk onderzoek komt en dat dit op redelijke termijn resultaten oplevert. Het betrokken Europarlementslid heeft vier jaar geleden in Bayonne al af luisterapparatuur ontdekt in zijn aktentas, maar hij wacht nog altijd op het resultaat van het Franse onderzoek. Ik hoop dat onze gerechtelijke autoriteiten in dit dossier de Fransen een les in efficiëntie zullen leren.

08.06 Minister **Laurette Onkelinx** (Frans): De heer Muls volgt de werkzaamheden van de commissie voor de Justitie op de voet. Hij weet dat ik een groot belang hecht aan de verdediging van de individuele vrijheden en dat de bijzondere opsporingsmethodes aan strikte voorwaarden onderworpen zijn.

Illegale af luisterpraktijken moeten vervolgd worden. Wanneer een klacht tot een gerechtelijk onderzoek leidt, wordt dat uitgevoerd en moeten we op de resultaten ervan wachten!

08.07 **Walter Muls** (sp.a-spirit): Als het gerechtelijk onderzoek is opgestart, kunnen we er hier niet meer over praten. Maar er is geen enkele reden om te wachten op een klacht. Wat als er geen klacht ingediend wordt? Wordt alles dan blauwblauw gelaten?

08.08 Minister **Laurette Onkelinx** (Frans): In dat geval had ik mijn verantwoordelijkheid op mij genomen.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van mevrouw Yolande Avontroodt aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de stijgende kankerincidentie" (nr. P1778)**

09.01 **Yolande Avontroodt** (VLD): Volgens een studie gepubliceerd in de *Annals of Oncology* is de kankersterfte in Europa sinds 2004 met 10 procent gestegen. In 2005 heeft deze Kamer eenparig een resolutie goedgekeurd waarin de regering gevraagd werd dringend werk te maken van een degelijk preventieplan om de kankersterfte terug te dringen. Dit houdt niet enkel in dat België de Europese aanbevelingen ter zake moet volgen, maar ook dat de regering een registratiesysteem moet opzetten en haar beleid op dat van de Gemeenschappen moet afstemmen. De resolutie werd gevolgd door een symposium van het Riziv, waarbij wetenschappers en beleidsmakers met elkaar in dialoog traden. Dit leidde tot een consensus over de nood aan een degelijk screeningbeleid.

Hoe reageert de regering op de alarmerende cijfers en op de studie van het Kenniscentrum? Wat zal ze doen met de bevindingen van het symposium? Hoe zal ze de Kamerresolutie invullen?

De **voorzitter**: Als mevrouw Avontroodt akkoord gaat, zal het antwoord van minister Demotte worden voorgelezen door vicepremier Onkelinx. (*Instemming*)

09.02 Minister **Laurette Onkelinx** (Nederlands): Uit het onderzoek gepubliceerd in de *Annals of Oncology* blijkt dat de incidentie van kanker in Europa, per leeftijdsschijf beschouwd, niet varieert, maar dat het aandeel ouderen in de bevolking toegenomen is. De Belgische bevolking is niet significant ouder dan die van andere Europese landen.

De hoge cijfers voor ons land in deze studie zijn gebaseerd op een extrapolatie vertrekkende van tien jaar oude cijfers.

De prioriteiten van de minister van Volksgezondheid in deze materie zijn en blijven de volgende. Er moet eerst een kankerregistratiesysteem opgezet worden. Daartoe werd een stichting opgericht. Dit efficiënte meetinstrument moet ons helpen de situatie te evalueren en het beleid daarop af te stemmen.

Daarnaast moet er verder gegaan worden met de primaire preventie, met name de strijd tegen het roken en de bescherming tegen UV-straling.

Het screeningbeleid van de federale overheid en van de Gemeenschappen moet aangepast worden om te komen tot een betere dekking en een grotere betrouwbaarheid. Er loopt op dit ogenblik een massale screeningcampagne. België maakt bovendien werk van de uitvoering van de Europese aanbevelingen.

Ten slotte gaat onze aandacht naar de uitbouw van een trapsgewijs en multidisciplinair zorgaanbod, zowel via centra als via netwerken, naar kwaliteitsbeleid en naar research.

09.03 Yolande Avontroodt (VLD): Het is moeilijk om in dialoog te treden met een afwezige minister. Dit was niet echt een antwoord op mijn vraag. Ik kom hier zeker nog op terug in de commissie.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Corinne De Permentier aan de staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, over "de strijd tegen besnijdenis en genitale verminking" (nr. P1779)

10.01 Corinne De Permentier (MR): Dinsdag vond de vierde internationale VN-conferentie plaats en werd in Brussel een colloquium gehouden over genitale verminking van vrouwen. Daarvan zijn 130 miljoen vrouwen het slachtoffer, vooral in Afrika en in Zuidoost-Azië.

Ik feliciteer de staatssecretaris met haar initiatief om een werkgroep, een preventiecampagne en een aantal acties te starten. Ook in ons land worden vrouwen en meisjes verminkt en, hoewel het om strafbare feiten gaat, werd nog geen enkele strafrechtelijke klacht ingediend. Al kan het beroepsgeheim in zo'n geval worden opgeheven, toch beschikken we niet over enig bewijskrachtig dossier.

Heeft de staatssecretaris een agenda in dit verband? Welke maatregelen zal u nemen? Kunnen we niet via Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking optreden, meer bepaald ten aanzien van een aantal Afrikaanse landen? Volgens de VN worden jaarlijks drie miljoen Afrikaanse vrouwen het slachtoffer van die barbaarse praktijken.

10.02 Staatssecretaris Gisèle Mandaila Malamba (Frans): De genitale verminking van vrouwen treedt de meest elementaire rechten van vrouwen en meisjes met voeten. Ze wordt in tal van internationale verdragen, waaronder het kinderrechtenverdrag, aangeklaagd.

De Verenigde Naties manen de landen aan de strijd tegen die verminkingen aan te binden. Ik heb dat onderwerp dus op de agenda van de werkgroep "Gezin en Geweld" van de Staten-Generaal van het Gezin geplaatst, om te zien welke maatregelen we hier zouden kunnen nemen.

In ons land werd al een aantal strafmaatregelen genomen, maar die verminkingen worden maar zelden aangeklaagd. We werken ook samen met de verenigingen, om preventie- en sensibilisatiemaatregelen voor te stellen. Die maatregelen zullen op wetgevend vlak, op het vlak van opleiding en gezondheid en op het internationale vlak worden besproken.

In elke groep probeert men een grotere bekendheid te geven aan de wettelijke bepalingen. Op dat vlak wensen de groepen samen te werken met de rechtsbeoefenaars, de artsen en de maatschappelijk werkers.

Ook het goedpraten van genitale verminking moet aangepakt worden. In onze wetgeving is dit vooralsnog

geen beschuldigingsgrond of reden tot vervolging.

Wat vorming betreft moeten de activiteiten van de verenigingen die op dat vlak actief zijn, gecoördineerd worden en de nodige steun krijgen. Er komt een infobrochure voor de gezondheidswerkers, de sociale sector en de betrokken families. Het onderzoek van de genitaliën zou ook deel kunnen uitmaken van het medisch routineonderzoek van de preventiediensten voor kinderen en de scholen.

Wij vragen dat België de ratificatie van het Protocol van Maputo voortzet, dat alle politieke en diplomatieke middelen in het werk gesteld worden en dat er steun verleend wordt aan de lokale initiatieven met het oog op de omscholing van besnijders. Wij zullen in maart hierop terugkomen.

10.03 **Corinne De Permentier** (MR): Ik kijk met belangstelling uit naar de resultaten van de werkzaamheden die eind maart bekendgemaakt zullen worden.

Het incident is gesloten.

11 Agenda

De **voorzitter**: Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 7 februari 2007, stel ik u voor volgende punten op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag in te schrijven:

- het wetsontwerp betreffende de bekrachtiging van bepaalde koninklijke besluiten (nrs 2839/1 en 2);
- het wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer (nrs 2858/1 en 2);
- het voorstel van resolutie van de heren Richard Fournaux en Daniel Bacquelaine, de dames Muriel Gerken en Véronique Ghenne, de heer Melchior Wathelet, mevrouw Hilde Vautmans, de heren Dirk Van der Maelen en Pieter De Crem en mevrouw Valérie Déom betreffende de terdoodveroordeling van vijf verpleegsters en een arts in Libië (nrs 2865/1 en 2).

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

De heer Yvan Mayeur cs hebben een amendement op het wetsontwerp tot aanwijzing van de vertegenwoordigers van de thuisverpleegkundigen in de overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen (overgezonden door de Senaat) (nr. 2194/1) ingediend.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 7 februari 2007, stel ik u voor dit amendement terug te zenden naar de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing, teneinde het te bespreken en de bespreking van het wetsontwerp te verdagen.

De commissie zal op dinsdag 13 februari 2007 bijeenkomen.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

Ontwerpen en voorstellen

12 Wetsontwerp houdende diverse bepalingen (III) (2788/1-16)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

12.01 **Maggie De Block** , rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

De **voorzitter**: De heer Muls verwijst ook naar zijn schriftelijk verslag.

12.02 Jacqueline Galant (MR): Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

De **voorzitter**: De heren Lano en Gustin verwijzen naar hun schriftelijk verslag.

12.03 Hilde Dierickx (VLD): Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

12.04 Paul Tant (CD&V): Artikelen 119 en 120 van het wetsontwerp vertonen vormgebreken. De regering wilde oorspronkelijk bij de bespreking van de begroting, de programmawet en de wet houdende diverse bepalingen een omvangrijkere tekst laten goedkeuren. We zijn er evenwel in geslaagd om de bepalingen in de programmawet en het ontwerp diverse bepalingen die geen verband houden met de begroting, eruit te lichten. Dat was het geval voor deze artikelen.

Dit is een technische aangelegenheid met praktische consequenties. Artikel 119 beoogt een wijziging in artikel 91 van het wetboek van de met inkomstenbelasting gelijkgestelde belasting de verwijzing naar artikel 1 van de wet van 24 oktober 1902 op de kansspelen te vervangen door een verwijzing naar de artikels 4, 7 en 8 van de wet van 7 mei 1999 op dezelfde kansspelen. Het gaat over de automatische ontspanningstoestellen. Volgens de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989 is de belasting die men hierop heeft gevestigd, een gewestelijke belasting geworden. Sinds 1 januari 2002 zijn de Gewesten bevoegd om de aanslagvoet, de heffingsgrondslag en de vrijstelling van die belastingen te wijzigen. Het bepalen van het belastingsobject en de administratieve procedure zijn een federale bevoegdheid gebleven.

De verwijzing in artikel 91 regelt volgens de Raad van State geen van de twee aangelegenheden die federaal gebleven zijn. Men had derhalve de bepaling uit het ontwerp moeten lichten. Ik heb dit ook meermaals gevraagd, maar het verzoek viel tot nu steeds in dovemansoren.

Artikel 3, paragrafen 3 en 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bepalen dat, wanneer de afdeling Wetgeving adviseert dat er sprake is van een bevoegdheidsoverschrijding, de tekst wordt doorgestuurd naar het Overlegcomité. Dat is blijkbaar niet gebeurd. Waarom?

De discussie is niet academisch, want het Waalse Parlement heeft deze aangelegenheid geregeld in artikel 9 van het decreet van 16 december 2003. Dit komt bovenop het feit dat de spelregels niet gerespecteerd werden.

Wij kunnen toch niet doen alsof dit decreet niet bestaat. Ik heb de tekst bij me.

De consequentie van de vormfout is volgens de Raad van State dat het ontwerp niet kan worden behandeld, maar naar het Overlegcomité moet worden doorverwezen. Dezelfde materie werd bovendien eerder, terecht, op een analoge manier door het Waalse Parlement geregeld. Wat zal de voorzitter doen?

De **voorzitter**: De heer Tant stelt een prejudiciële vraag. Wij hebben hier al over gesproken in de Conferentie van voorzitters en ik heb de argumentatie van de heer Tant laten onderzoeken door de diensten. Ik kan er als voorzitter echter niets aan doen. Bij de wijziging van de Grondwet – of waren het de bijzondere wetten? – in 1980 stond er 'ontwerp' vermeld in de tekst. Met een amendement is daar 'voorontwerp' van gemaakt. Ik heb hier nu met een ontwerp te maken en niet met een voorontwerp.

Er valt zeker wat te zeggen voor de argumentatie van de heer Tant. Ik laat de minister van Financiën oproepen.

12.05 Greta D'hondt (CD&V): Ik vraag de aanwezigheid van minister Vanvelthoven. In de commissie heb ik mijn amendement over het adoptieverlof ingetrokken op zijn vraag, zodat hij kon onderzoeken of hij kon ingaan op de grond van het amendement. Ik zou graag van hem een stand van zaken krijgen, zodat ik kan beslissen of ik mijn amendement terug indien.

De **voorzitter**: Ik laat minister Vanvelthoven komen.

12.06 Willy Cortois (VLD): Met deze wet wordt er een nieuw en eenvoudiger fichesysteem ingevoerd voor de registratie van reizigers in hotels. Dit is gebeurd op verzoek van de sector en de politie. Mede dankzij het inzetten van nieuwe technieken is administratieve vereenvoudiging dus wel degelijk mogelijk.

Ik vraag de vicepremier snel werk te maken van de aangekondigde KB's.

12.07 Trees Pieters (CD&V): Deze regeling betekent misschien wel een vereenvoudiging voor de politie, maar de toeristische sector vraagt zich af wat de precieze definitie is van een 'toeristische verblijfsaccommodatie'. Vallen privévakantiewoningen die door particulieren worden verhuurd daar ook onder? Op de website van de staatssecretaris lezen wij dat "ook een appartement dat door een particulier om toeristische doeleinden ter beschikking wordt gesteld van vrienden, familie of derden" als een toeristische verblijfsaccommodatie wordt beschouwd. Wie zijn appartement verhuurt aan vrienden, zal dus ook fiches moeten invullen. Dat gaat voor mij en voor de sector te ver. Een vereenvoudiging voor de politie betekent dus een verzwarend voor de sector.

De **voorzitter**: Het is een beetje onorthodox, maar ik stel voor om deze discussie op te schorten tot de minister er is en ondertussen al te starten met het volgende punt van de agenda.

12.08 Paul Tant (CD&V): Als de regering wil dat haar ontwerpen worden besproken en goedgekeurd, is hier aanwezig zijn toch wel het minste wat zij kan doen! Instructies geven wanneer wij moeten vergaderen, dat kan ze wel, maar aanwezig zijn als we vergaderen, ligt blijkbaar moeilijker.

De **voorzitter**: De heer Tant heeft volkomen gelijk.

13 Wetsontwerp tot wijziging van artikel 9 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren teneinde de termijn te verkorten die moet verlopen alvorens een achtergelaten hond kan worden geadopteerd (2394/1-2)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

13.01 Tony Van Parys (CD&V): Als de volgorde van de agenda wordt gewijzigd, moeten wij de kans krijgen om onze collega's die willen spreken, te waarschuwen.

De **voorzitter**: Ik heb niemand ingeschreven voor het volgende ontwerp, maar de heer Van Parys heeft gelijk.

13.02 Magda De Meyer, rapporteur: Dit ontwerp komt voort uit een wetsvoorstel in de Senaat. Het strekt ertoe de termijn waarna een achtergelaten hond kan worden geadopteerd, te verkorten van 45 tot 15 dagen. Het doel is de overbevolking van de dierenasielen tegen te gaan. De meeste asielen zijn dan ook voorstanders van deze wet. Ook sp.a, VLD, PS en CD&V betoonden zich in de commissie voorstanders van de wet.

Tijdens de bespreking werd de vraag gesteld wat er moest gebeuren als een eigenaar na 15 dagen alsnog opdaagt, maar in de praktijk komt dat haast niet voor. Sinds 1998 is er een identificatieplicht voor honden en in 2007 zal het merendeel van de honden inderdaad identificeerbaar zijn aan de hand van een chip. Daarnaast krijgen alle honden ook nog eens een EU-paspoort.

Het wetsontwerp werd in de commissie eenparig aangenomen.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor

de bespreking. (Rgt 85, 4) (2394/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

14 Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 35 en 39 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren teneinde de strafmaat te verhogen in geval van dierenmishandeling (2823/1-5)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

14.01 Magda De Meyer, rapporteur: Ook dit is oorspronkelijk een voorstel ingediend in de Senaat, dat als ontwerp naar onze Kamer is gekomen. Het werd besproken in de commissie Volksgezondheid op 23 januari 2007. Een wetsvoorstel van mevrouw Tilmans werd op haar verzoek losgekoppeld van het ontwerp.

De bedoeling van het ontwerp is om ernstige dierenmishandeling en recidive zwaarder te bestraffen en om magistraten meer middelen te geven om straffen uit te spreken.

De heer Giet en ikzelf dienden een amendement in dat seks met dieren strafbaar maakt, nadat het hof van beroep van Antwerpen een dierenverkrachter vrijsprak, omdat de dierenwelzijnwet niet kon worden aangewend om de beklaagde te bestraffen.

De heer Verhaegen vroeg zich af of de strafmaat niet een beetje te hoog werd. De vertegenwoordiger van de minister antwoordde dat de straffen in Frankrijk nog veel zwaarder zijn. Bovendien bestaat de kans dat te kleine straffen niet worden uitgezeten.

Het ontwerp werd aangenomen met negen stemmen voor en één onthouding.

De voorzitter: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2823/5)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 1, 35 en 39 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren teneinde de strafmaat te verhogen in geval van dierenmishandeling en seks met dieren te verbieden".

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

15 Wetsontwerp met betrekking tot de kosteloze borgtocht (2730/1-4)

- Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de bescherming van de borg (2048/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

15.01 Koen T'Sijen, rapporteur: Dit wetsontwerp heeft de bedoeling voor een betere bescherming en bewustwording te zorgen voor wie zich kosteloos borg stelt, om overmatige schuldenlast te voorkomen. Het ontwerp is van toepassing op natuurlijke personen die zich kosteloos borg stellen, wanneer de schuldeiser optreedt in het kader van een beroepsactiviteit.

Het ontwerp bepaalt dat de borgtochtovereenkomst handgeschreven moet zijn en apart van de hoofdovereenkomst opgesteld moet worden, dat de borgtocht beperkt moet worden tot de verbintenis die werd gesloten op het ogenblik van de overeenkomst en beperkt moet worden in de tijd, dat er geen overeenkomst gesloten kan worden die niet in verhouding staat tot de terugbetalingsmogelijkheden, dat de schuldeiser regelmatig informatie moet verstrekken over de evolutie van de schuld en dat de verbintenis van de erfgenamen beperkt worden tot hun erfdeel.

Mevrouw Roppe diende in 2005 al een wetsvoorstel in om meer bescherming te bieden aan de lekenborg. Zij wil via enkele amendementen verbeteringen aanbrengen aan het wetsontwerp, dat grotendeels dezelfde bescherming biedt als haar voorstel.

Mevrouw Creyf steunt het ontwerp en is tevreden dat het minder strikt is geworden na adviezen van de Raad voor het Verbruik. Ze waarschuwt voor een doorgedreven formalisme, waardoor het gebruik van borgstelling zou afnemen. Daarnaast vindt ze de bepaling dat het bedrag in verhouding moet staan tot de terugbetalingsmogelijkheden, te vaag is. De minister wees erop dat de schuldeiser de solvabiliteit van de borg moet controleren en dat de borg pas nietig verklaard kan worden in geval van duidelijke wanverhouding.

De heer Lenssen steunt eveneens het ontwerp. Op zijn vraag beklemtoonde de minister nogmaals dat het enkel kan gaan om kosteloze borgtochten, waarbij de borgsteller dus geen enkel voordeel mag genieten.

Eén amendement van mevrouw Roppe werd eenparig aangenomen, zodat de borgsteller die de uitwinning vordert, ook goederen van de schuldenaar kan aanwijzen die buiten het rechtsgebied liggen van een hof van beroep, voor zover de goederen zich in België bevinden. Ook de minister steunde dit amendement.

Het wetsontwerp werd eenparig aangenomen, waardoor het wetsvoorstel vervalt. De commissie gaat akkoord met legistische verbeteringen van het secretariaat.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2730/4)

Het wetsontwerp telt 11 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 11 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

16 Wetsontwerp houdende diverse bepalingen (III) (voortzetting) (2788/1-16)

Hervatting van de algemene bespreking

De algemene bespreking wordt hervat.

16.01 Greta D'hondt (CD&V): In de commissie dienden wij een amendement in op artikel 91, dat het recht op adoptieverlof en de daaraan gekoppelde uitkering retroactief maakt.

De minister beloofde dat hij dit voorstel zou onderzoeken en daarop heb ik het amendement ingetrokken. Als de minister vandaag een stand van zaken kan geven, dan kan ik beslissen of wij het amendement terug indienen of niet.

16.02 Minister Peter Vanvelthoven (*Nederlands*): In de commissie heb ik al gezegd dat dit een reëel probleem is.

De huidige regelgeving schiet soms haar doel voorbij, omdat sommige gemeenten pas maanden na de komst van een kind in een gezin het kind in het bevolkingsregister inschrijven. Daardoor zou het adoptieverlof pas kunnen aanvangen als het kind al geruime tijd in het gezin is opgenomen, wat niet de bedoeling is.

Mevrouw D'hondt vroeg om een regeling te treffen voor wie in het verleden door een late inschrijving door de gemeente het recht op uitkering bij adoptieverlof mislopen is. Ik bevestig dat wij daarvoor een oplossing zullen uitwerken via een uitvoeringsbesluit. Er wordt nog onderzocht of het recht op adoptieverlof en op een uitkering retroactief zal worden of dat er een andere oplossing komt.

16.03 Greta D'hondt (CD&V): Het is belangrijk dat de minister bevestigt dat de zaak geregeld zal worden, al is de wijze waarop dit gebeurt niet neutraal. Ik hoop dat dit nog kan gebeuren voor het einde van de zittingsperiode, want hoe meer tijd er verstrijkt, hoe moeilijker het wordt om de werkgevers aan te spreken.

16.04 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): De staatssecretaris deelde mij mee dat hij een ontmoeting had met de sector op 14 november 2006. Dat resulteerde in een amendement dat expliciet werd goedgekeurd, zowel door de campingsector als door Horeca Vlaanderen.

Wat het toepassingsgebied betreft, verandert er niets. Voor wie in een herberg, hotel, gemeubileerd huis of appartement overnachtte, moest al een dubbele kaart worden ingevuld. Er komt geen bijkomende verplichting, maar de individuele, niet-professionele verhuur van appartementen wordt er nu van uitgesloten.

De **voorzitter**: Minister Reynders is er nog niet. Ik schors voor de tweede keer de bespreking van dit ontwerp.

17 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 24 maart 2003 tot instelling van een basis-bankdienst (2775/1-3)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

17.01 Karine Lalieux, rapporteur: Het openen van een bankrekening wordt aangemoedigd omwille van de strijd tegen de sociale uitsluiting, tegen de onveiligheid en ook om de kosten van de betaalmiddelen te verminderen.

De wet van 1 september 2003 tot instelling van een basisbankdienst werpt haar vruchten af. Begin 2006 waren er 5541 actieve zichtrekeningen in het kader van die dienst. De wet op de onvatbaarheid voor beslag van bedragen die op een rekening zijn gestort is op 1 januari 2007 in werking getreden.

Het voorliggende ontwerp legt de voorwaarden vast voor het bekomen van een basisbankdienst teneinde elke ongemotiveerde weigering van dergelijke diensten te verhinderen.

Er wordt voorgesteld om het uitvoeringsbesluit van 7 september 2003 aan te passen door het begrip van gebonden producten die verenigbaar zijn met een basisbankdienst te verruimen.

Het verheugt ons dat dit eenparig aangenomen ontwerp in de praktijk zal worden gebracht (*Applaus op alle banken*).

17.02 **Simonne Creyf** (CD&V): Voor ons is dit een totaal overbodig wetsontwerp. Het onderlijnt expliciet wat al in de wet stond, maar niet werd nageleefd. Er moet worden gecontroleerd en misbruiken moeten worden bestraft. Als dat niet gebeurt, moet men de regel geen tweede keer in de wet zetten. Wat nu in het wetsontwerp staat, is uiteraard niet fout en wij kunnen als oppositie dan ook moeilijk tegenstemmen. Wij stemmen bijgevolg voor.

17.03 Minister **Renaat Landuyt** (*Nederlands*): De wetswijziging is essentieel om controle te kunnen uitoefenen. Er wordt nu in de wet bepaald wie bevoegd is voor de controle en dat was het probleem.

17.04 **Simonne Creyf** (CD&V): Wij betreuren dat die bevoegdheid aan ambtenaren wordt gegeven in plaats van aan het gerecht. De Raad van State treedt dat standpunt bij. In het consumentenrecht krijgen ambtenaren een steeds grotere controlerende bevoegdheid. Wij betreuren die evolutie.

17.05 Minister **Renaat Landuyt** (*Nederlands*): Ik betreur met mevrouw Creyf de gebrekkige werking van het gerecht.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2775/3)

Het wetsontwerp telt 7 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 7 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Buitenlandse delegatie

De **voorzitter**: Ik begroet de ambassadeur van Bulgarije. (*Applaus op alle banken*)

18 **Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen en van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt (2710/1-5)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

18.01 **Simonne Creyf** (CD&V): We kunnen alleen maar toejuichen dat er een ombudsdienst Energie komt die bevoegd is voor alle vragen en klachten over energie, of het nu om een federale of een gewestelijke bevoegdheid gaat. Het regent immers klachten over de geliberaliseerde energiemarkt en het aantal vragen daarover blijft toenemen. Het gaat dan bijvoorbeeld over foutieve facturen, problemen bij de aansluiting, agressieve verkoopstechnieken, moeilijkheden bij het verhuizen, onduidelijke contracten en de gebrekkige toegankelijkheid van de leveranciers.

Het duurde onbegrijpelijk lang voor dit wetsontwerp in de Kamer kwam. In de oprichting van de ombudsdienst Energie werd voorzien in de gas- en elektriciteitswet van 1999 en regelmatig werd de installatie van de

ombudsdienst onterecht aangekondigd. Nu is het wetsontwerp er, maar wanneer gaat de ombudsdienst effectief van start? Wanneer zullen de procedures voor de installatie en de werving zijn afgerond? Wanneer kunnen de burgers er terecht?

De ombudsdienst Energie was in de oorspronkelijke teksten alleen bevoegd voor federale aangelegenheden, maar gezien de vermenging en verstrengeling van de bevoegdheden inzake energie, werd een samenwerkingsakkoord gesloten met de Gewesten. Anders zou de ombudsdienst nutteloos geweest zijn. Burgers en bedrijven hadden dan zelf moeten uitmaken wie bevoegd was en bij wie ze met hun klachten terecht konden. Wij willen die samenwerking met de Gewesten ook vastleggen in de wet en de Gewesten betrekken bij het bepalen van de werking en bij de opstelling van het huishoudelijk reglement.

De minister weigerde hierover te overleggen met de Gewesten, hoewel de ombudsdienst ook betrekking heeft op de gewestelijke energiebehoeften. Het is spijtig dat de amendementen dienaangaande niet door de meerderheid werden aanvaard. Hopelijk zal daardoor de werking van de ombudsdienst niet worden bemoeilijkt.

De CD&V-fractie zal dit wetsontwerp goedkeuren. (*Applaus*)

18.02 Magda De Meyer (sp.a-spirit): Ik ben zeer gelukkig met dit wetsontwerp. Energiegebruikers die lange tijd nergens met hun klachten terecht konden, hebben lang moeten wachten op een ombudsdienst. Reeds in 1999 waren er plannen om zo een dienst op te richten in de schoot van de CREG, maar pas in 2007 komt het ervan. Sinds de liberalisering van de energiemarkt zijn er al veel klachten geweest, maar indien die het gewestelijke niveau overstijgen, kon de consument er tot vandaag nergens mee terecht.

De infodienst Hermes, die werd opgericht in 2005, kreeg ook al veel vragen. Ik ben er dus van overtuigd dat ook de ombudsdienst vaak zal worden gecontacteerd. Er moet dan natuurlijk wel werk worden gemaakt van de bekendmaking van deze dienst.

Ik ben blij dat er één gratis nummer komt voor de consument. De verschillende overheden zullen natuurlijk de vragen moeten opdelen en naar de juiste afdeling sturen.

De tekst van het wetsontwerp bevat een technische fout. In artikel 14, §11 wordt verwezen naar §9 in plaats van §10.

Het is interessant dat de ombudsbijdrage wordt geleverd door de bedrijven en dat ze afhankelijk is van het aantal klachten dat voor elk bedrijf wordt ontvangen.

Ik hoop tot slot dat het andere stuk van de tweeloop, het sociale tarief, nog in deze regeerperiode kan worden verwezenlijkt. (*Applaus*)

De **voorzitter**: Klopt het dat er een technische verbetering moet worden aangebracht?

18.03 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Inderdaad, dit artikel moet worden verbeterd zoals mevrouw De Meyer aangaf.

Ik ben blij dat er eindelijk een ombudsdienst komt, want de oprichting daarvan heeft te lang op zich laten wachten. Reeds in 1999 bepaalde de wet dat er een ombudsdienst zou komen, maar alle betrokken niveaus moesten daarbij een rol spelen. Het was moeilijk om de bevoegdheden van de andere niveaus niet te hinderen.

Het toenemende aantal klachten kwam er niet enkel door de vrijmaking van de markt. Er was ook de bewustwording bij de consumenten dat energie een prijs heeft. Die energieprijzen stegen bovendien.

(*Frans*) Intussen hebben we naar oplossingen gezocht. Ik heb de informatiedienst Hermes opgericht, die al een indrukwekkend aantal informatieaanvragen heeft ontvangen.

(Nederlands) De ombudsdienst zal zo snel mogelijk na de goedkeuring van het wetsontwerp operationeel worden. Selor zal onmiddellijk worden gevraagd om de nodige personeelsleden aan te trekken.

Het financieringsmechanisme is ingenieus, want bedrijven die veel klachten ten laste krijgen, zullen meer betalen. Dit is voor de bedrijven een aanleiding om een goede dienstverlening tot stand te brengen.

(Frans) Ik wijs nog eens op de voordelen: slechts een aanspreekpunt, een gemakkelijke en kosteloze toegang, een duidelijke afbakening van de bevoegdheden.

(Nederlands) Sommigen vroegen om de bepalingen inzake de ombudsdienst meer gedetailleerd in de wettekst uit te werken, maar een samenwerkingsakkoord is daartoe beter geschikt. Een ombudsdienst moet zich snel en soepel kunnen aanpassen, maar een wet wijzigen is niet eenvoudig.

(Frans) We hebben het taalevenwicht nageleefd en voor de financiering gezorgd. Er is geen overbodig personeel. De ombudsdienst zou dus snel aan de slag kunnen gaan.

18.04 **Simonne Creyf** (CD&V): Ik kan mij vinden in de tussenkomst van de minister. Hopelijk wordt de ombudsdienst inderdaad snel operationeel.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2710/5)

Het wetsontwerp telt 14 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 14 worden artikel per artikel aangenomen, met tekstverbeteringen op artikel 14.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

19 **Wetsontwerp houdende diverse bepalingen betreffende de procedure inzake indiening van Europese octrooiaanvragen en de gevolgen van deze aanvragen en van de Europese octrooien in België (2747/1-4)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

19.01 **Guy Hove**, rapporteur: Dit wetsontwerp bepaalt de procedure voor het neerleggen van Europese octrooiaanvragen. De octrooi-indiener kan kiezen tussen het Europees Octrooibureau en de Dienst voor de Intellectuele Eigendom, behalve indien het octrooi de veiligheid van de Staat aangaat.

Het wetsontwerp werd unaniem goedgekeurd.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2747/4)

Het wetsontwerp telt 16 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 16 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

20 **Wetsontwerp tot wijziging van de regeling betreffende de aflevering van het uitvindingsoctrooi en het takssysteem inzake uitvindingsoctrooien en inzake aanvullende beschermingscertificaten (2756/1-4)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

20.01 **Guy Hove**, rapporteur: Dit ontwerp werd in de commissie Bedrijfsleven besproken op 24 januari 2007. Het heeft een dubbele doelstelling: enerzijds schept het een wettelijk kader voor de schriftelijke opinie inzake de octrooieerbaarheid van uitvindingen, en anderzijds wijzigt het de taksen op octrooien en aanvullende beschermingscertificaten.

Elke octrooiaanvraag geeft aanleiding tot een nieuwheidonderzoek. Het verslag van dit onderzoek wordt vergezeld door een schriftelijke opinie over de octrooieerbaarheid, die de aanvrager moet toelaten de geldigheidskansen van zijn octrooi in te schatten en, indien deze gering lijken, hem de gelegenheid te geven zijn aanvraag alsnog in te trekken. Dit verkort de procedure en ontlast de Belgische Dienst voor Intellectuele Eigendom.

De schriftelijke opinie wordt opgesteld door het Europees Octrooibureau en is niet bindend. De aanvrager kan dus doorzetten als hij dat wil.

Het systeem van taksen wordt aangepast. Er worden drie taksen geheven: de indieningtaks, de opzoekingtaks of taks voor het nieuwheidonderzoek en de jaartaks voor het in stand houden van het octrooi. Dat België één van de hoogste taksen inzake het nieuwheidonderzoek int, belemmert de toegang van kmo's tot het octrooisysteem. Daarom wordt de opzoekingtaks verminderd, terwijl de jaartaks - die sinds 1995 niet meer geïndexeerd werd en tot de laagste in Europa behoort - wordt opgetrokken.

Tijdens de algemene bespreking vroeg mevrouw Creyf aan de minister of de verplichte schriftelijke opinie van het Europees Octrooibureau een bijkomende kost voor de aanvrager met zich meebrengt en wat er precies door de Staat ten laste zal genomen worden. Voorts had ze nog een paar vragen over de uitvoeringsbesluiten.

De heer Lano stelde dat de invoering van een schriftelijke opinie door het Europese Octrooibureau voor de Belgische aanvragen een administratieve vereenvoudiging uitmaakt. Hierdoor worden immers alleen valabele aanvragen verder behandeld. De heer Lano meende ook dat de verlaging van de taks voor het nieuwheidonderzoek tot meer octrooiaanvragen zal leiden en dat dit een stimulans kan betekenen voor de Belgische economie. Hij drong dan ook aan op een snelle goedkeuring van het ontwerp.

De ingediende amendementen werden anoniem aangenomen en het aldus geamendeerde ontwerp werd unaniem goedgekeurd.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2756/4)

Het wetsontwerp telt 16 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 16 worden artikel per artikel aangenomen, alsmede de tabellen in bijlage.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

21 Wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer (2836/1-4)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

21.01 Hilde Vautmans, rapporteur: De commissie Infrastructuur heeft dit ontwerp besproken op 17 en 24 januari 2007. Dit ontwerp zorgt ervoor dat de rechter het verval van het recht tot sturen moet uitspreken indien een chauffeur gedurende de eerste twee jaar na het behalen van zijn rijbewijs een zware overtreding begaat. Het gaat onder meer om rijden onder invloed van alcohol of drugs, vluchtmisdrijf, recidive of het overschrijden van de toegelaten snelheid met meer dan 30 km/u.

De oorspronkelijke tekst voorzag in een termijn van slechts één jaar, maar verschillende fracties wilden deze termijn verlengen. Het amendement dat de termijn op twee jaar brengt, werd met 10 stemmen tegen 2 aangenomen.

Dit ontwerp laat de rechter toe het opheffen van het rijverbod afhankelijk te maken van het slagen voor het praktisch of het theoretisch rijexamen. De Raad van State heeft bevestigd dat het gebruikte voegwoord 'of' betekent dat de rechter ook beide examens kan opleggen.

Het hele ontwerp werd in de commissie eenparig goedgekeurd. (*Applaus*)

De **voorzitter**: Mevrouw Vautmans kan meteen haar tussenkomst houden in naam van haar fractie.

21.02 Hilde Vautmans (VLD): Met dit ontwerp wil de wetgever in de eerste plaats kersverse bestuurders aanzetten om extra voorzichtig te zijn in het verkeer. De koppeling van de opheffing van het rijverbod aan herstelexamens biedt volgens ons een belangrijke pedagogische meerwaarde aan dit ontwerp. Jonge bestuurders zijn immers oververtegenwoordigd in de ongevallenstatistieken, veelal door een gebrek aan rijervaring eerder dan door roekeloos rijgedrag. De koppeling aan herstelexamens moet hun dan ook de kans bieden zich bij te scholen.

Dit ontwerp is onlosmakelijk verbonden met de hervorming van de rijopleiding, waarbij het model van vrije begeleiding versoepeld werd om de kandidaat-bestuurder toe te laten meer rijervaring op te doen.

De logische consequentie van de 'liberalere' rijopleiding is dat er meer verantwoordelijkheid gevraagd wordt van de bestuurder zelf. Dit ontwerp is daarom voor de VLD het logische sluitstuk van de hervorming van de rijopleiding. Het is evenwel absoluut niet de bedoeling om jonge bestuurders extra te gaan viseren.

Er zijn ook vormen van onverantwoord rijgedrag die los staan van de leeftijd van de overtreder. Ik doel dan voornamelijk op ongevallen met vluchtmisdrijf. Ook in deze gevallen moet het herstel van het recht op sturen gekoppeld worden aan het slagen voor psychologische herstelexamens. Een VLD-wetsvoorstel met die strekking wordt momenteel besproken in de commissie.

Mijn fractie zal dit ontwerp van ganser harte goedkeuren. (*Applaus van de VLD*)

21.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Dit ontwerp had de kers op de taart van de hervormde rijopleiding moeten zijn. Maar in plaats van een lekkere taart is dat een misbaksel geworden, onverteerbaar voor al wie ernstig begaan is met verkeersveiligheid.

Een hervorming was zeker nodig: jonge bestuurders zijn immers veel vaker betrokken bij ongevallen. Toen

de regering deze hervorming aankondigde, waren wij dan ook hoopvol gestemd. Maar al van bij de eerste aanzet ging het fout. Niet de veiligheid bleek de prioriteit van de minister te zijn, maar een gemakkelijker en goedkopere rijopleiding. En dat terwijl jaarlijks nog honderden jongeren het leven laten in het verkeer. Dat de rijsscholen *en passant* nog kapotgemaakt werden, was voor de minister mooi meegenomen.

Welke de 'eindtermen' waren van het nieuwe rijexamen blijft alsnog een mysterie. De enige kwalitatieve verbetering bestond erin dat de manoeuvres nu op de openbare weg moeten uitgevoerd worden. Voor het overige werden de examencentra aan hun lot overgelaten.

Is de rijopleiding daadwerkelijk goedkoper geworden? Eigenlijk niet. De vrije opleiding blijft – gelukkig maar – bestaan en de professionele opleidingen kosten per uur nog steeds evenveel.

Is de opleiding dan gemakkelijker geworden? Misschien, maar zullen de kandidaat-bestuurders daardoor ook gemakkelijker hun rijbewijs behalen? Dat valt te betwijfelen: hoewel het zeker nog te vroeg is om een grondige evaluatie te maken van het nieuwe rijexamen, wijst alles erop dat er minder kandidaten zullen slagen.

"Meer ervaring" was de slogan waarmee de minister de boer op ging om zijn hervorming te verkopen. Maar daarmee strooide hij iedereen zand in de ogen. De stage is van negen of zes maanden teruggebracht tot drie maanden. Dit is nefast voor de kwaliteit. Het zal waarschijnlijk geen zorg meer zijn voor de huidige minister, maar het is wel een stap achteruit voor de verkeersveiligheid van duizenden jongeren.

Inzake de proefperiode van twee jaar voor beginnende chauffeurs zijn we het in principe eens over een soort van rem op de eerste periode na het behalen van het rijbewijs. Cijfers tonen immers aan dat nogal wat nieuwe chauffeurs bij ongevallen betrokken geraken. Die cijfers zullen niet verbeteren als de periode wordt ingekort tot drie maanden, want de cijfers hebben net te maken met het gebrek aan ervaring. Ook is het zo dat een beperkte groep jonge chauffeurs zichzelf overschat.

Er zijn vele voorbeelden van proefperiodes in het buitenland. Het is op zich een stok achter de deur dat een beginnende chauffeur die een zware overtreding maakt, terug zijn examen moet afleggen, maar hiermee doet men natuurlijk niets aan een mogelijk gedragsprobleem. Mevrouw Vautmans wees er ook al op dat zware overtreders in principe bijschoold zouden moeten worden. Extra opleiding of bijscholing kon helaas blijkbaar niet in het kader van het 'goedkoper en gemakkelijker'-principe van de minister.

CD&V distantieert zich van het geheel van de hervorming van de rijopleiding. Wij zullen dan ook tegenstemmen.

21.04 Hilde Vautmans (VLD): De heer Van den Bergh heeft in de commissie nochtans voor gestemd.

21.05 Jef Van den Bergh (CD&V): De bespreking in de commissie verliep chaotisch, want de tweede dag kon er al niet meer over de kern van de zaak gedebatteerd worden. Bij de eerste bespreking was de tekst amper vierentwintig uur op voorhand beschikbaar. Principeel waren we het eens, maar we vinden het geheel van de hervorming niet goed. Vandaar onze tegenstem in de plenaire zitting.

21.06 Minister Renaat Landuyt (Nederlands): Ik heb er alle begrip voor dat de heer Van den Bergh uiteindelijk zijn standpunt verandert. (*Glimlachjes*)

De **voorzitter:** Is het in dit verband dat ik tot de minister een herderlijk schrijven heb gericht? (*Glimlachjes*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2836/4)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

Volgende tekstverbeteringen worden voorgesteld:

In artikel 2, §1, "2 februari" vervangen door "7 februari".

In artikel 2, §4, de woorden "op overtredingen" vervangen door "op de overtredingen".

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

22 Wetsontwerp betreffende de bekrachtiging van bepaalde koninklijke besluiten (2839/1-3)**Algemene bespreking**

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: Mevrouw Mues, rapporteur, is verhinderd door ziekte. Zij verwijst naar het schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2839/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Ingediend amendement:

Art. 2

- 1 *Jan Mortelmans cs (2839/2)*

22.01 Jan Mortelmans (Vlaams Belang): In de commissie riep de minister dat het absoluut niet kon dat ik als parlementair dit amendement indiende, onder meer omdat het juridisch-technisch niet in orde was. Ik heb het toch ingediend en er is aan juridische diensten van de Kamer om een advies gevraagd. Deze diensten concluderen vandaag dat er geen principieel juridisch-technisch bezwaar is tegen een amendering van het wetsontwerp.

Mijn amendement wil de benaming uit het opschrift in artikel 2 'Brussel-Nationaal' vervangen door 'Zaventem', omdat dit de geografisch correcte benaming is en de luchthaven in de volksmond zo wordt genoemd. Dit moet bijdragen tot respect voor de territoriale homogeniteit van Vlaams-Brabant. Andere Europese landen gebruiken trouwens ook de benaming van de gemeente waarin de luchthaven is gevestigd. Dit is ook een principieel amendement, want de Franstalige Gemeenschap erkent het territorialiteitsbeginsel in dit land niet. (*Applaus bij het Vlaams Belang*)

22.02 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): De minister heeft in de commissie de heer Mortelmans en mijzelf verweten dat wij een gebrek aan Vlaamse standvastigheid hadden door over Zaventem te spreken in

plaats van over Brussel-Nationaal. De minister zei dat het allemaal bij Vlaanderen hoort. Dit land is jammer genoeg in drie Gewesten verdeeld. Zaventem ligt in het Vlaamse Gewest. Men moet de gewestgrenzen respecteren omdat men op zijn minst moet proberen de Brusselse olievlek tegen te houden. Een naam geven - zoals Brussel Nationaal - aan een stuk grondgebied toont op zich al aan dat er plannen bestaan tot annexatie.

De heer Mortelmans lichtte de andere argumenten ten voordele van het amendement al toe. (*Applaus bij het Vlaams Belang*)

De **voorzitter**: De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

23 Wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer (2858/1-4)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: Mevrouw De Bue, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

23.01 Jef Van den Bergh (CD&V): In de commissie ontstond er discussie over het feit dat er naar aanleiding van dit ontwerp een boeteverlaging zou ontstaan. Met name het aanzetten tot straatracen zou van een verkeersovertreding van vierde graad een overtreding van eerste graad worden.

De minister beklemtoonde dat zulks niet zou gebeuren, maar het KB dat dit moet regelen, is er nog niet. Omdat wij een beetje ongerust zijn, vraag ik de minister zijn engagement vandaag te bevestigen voor de plenaire Kamer.

23.02 Minister Renaat Landuyt (*Nederlands*): Ik heb die vraag al beantwoord in de commissie.

23.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Ik vraag hier om een bevestiging.

23.04 Minister Renaat Landuyt (*Nederlands*): Dat kan: ik bevestig wat ik in de commissie heb gezegd.

23.05 Jef Van den Bergh (CD&V): Als dat het antwoord is, kan de plenaire vergadering net zo goed worden afgeschaft.

23.06 Paul Tant (CD&V): Het dedain waarmee deze minister het Parlement behandelt, is werkelijk ongeëvenaard! Luisteren en antwoorden op de vragen is toch het minste wat hij uit respect kan doen!

23.07 Minister Renaat Landuyt (*Nederlands*): Respect moet van twee kanten komen. Ik krijg hier identiek dezelfde vraag als in de commissie voorgeschoteld, mijn antwoord is bijgevolg ook identiek. Er wordt hier onnodig een show opgevoerd door CD&V. (*Rumoer en protest op de banken van CD&V*)

23.08 Paul Tant (CD&V): Volgens ons parlementaire systeem wordt een ontwerp een eerste keer in de commissie en een tweede keer in de plenaire Kamer behandeld. Die tweede bespreking is evenwaardig aan de eerste!

Minister Landuyt stelt zich steevast ongemanierd op tegenover het Parlement. Zelfs de minste reflex tot luisteren ontbeert hij. (*Rumoer*)

23.09 Jef Van den Bergh (CD&V): Ik heb niet om hetzelfde antwoord gevraagd, ik heb gevraagd of de minister zijn engagement hier kan herhalen.

23.10 Greta D'hondt (CD&V): Ik had trouwens ook graag gezien dat het meerderheidsoverleg niet meer in

maar buiten dit halfroond zou worden gehouden. De ministers zouden dan misschien beter luisteren.

De **voorzitter**: Dat is mij nog niet opgevallen.

23.11 Greta D'hondt (CD&V): Het gebeurt hier nochtans elke week!

23.12 Paul Tant (CD&V): Als de minister hier dan al eens zijn, luisteren ze niet eens.

23.13 Minister Renaat Landuyt (*Nederlands*): Ik herhaal nogmaals uitdrukkelijk dat ik hetzelfde zeg als wat ik in de commissie heb gezegd.

23.14 Paul Tant (CD&V): Wat heb ik aan zo'n antwoord? Ik zit niet in die commissie.

De **voorzitter**: De commissies rapporteren aan de algemene vergadering en de leden moeten vertrouwen hebben in de commissierapporten. Het is niet de bedoeling dat het debat helemaal opnieuw wordt gevoerd in de plenaire vergadering, al gebeurt dat al te vaak.

23.15 Minister Renaat Landuyt (*Nederlands*): Ik heb wel degelijk geluisterd. Het is de heer Van den Bergh die de zaken niet goed heeft gehoord.

Het aanzetten tot verkeersovertredingen wordt een algemene inbreuk. Er is een aparte specificatie voor het aanzetten tot overdreven snelheid. Dat is een overtreding van vierde categorie. De heer Van den Bergh was bang dat dit zou veranderen. Mijn antwoord daarop was en is 'neen'.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2858/4)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer en van de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren".

Het wetsontwerp telt 6 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 6 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

24 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van De Post en tot wijziging van de wet van 26 december 1956 op de postdienst (2780/1-5)
- **Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (2781/1-5)**

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze wetsontwerpen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

Mevrouw Mues is ziek. Zij is verontschuldigd. Zij verwijst naar het schriftelijke verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2780. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2780/5)

Het wetsontwerp telt 32 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 32 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2781. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2780/4)

Het wetsontwerp telt 12 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 12 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

De vergadering wordt gesloten om 17.58 uur.. Volgende vergadering donderdag 8 februari 2007 om 18.15 uur.